



JUIN
2023



Thématiques, acteurs et fonctions du discours anti-français en Afrique francophone

Thierry VIRCOULON
Alain ANTIL
François GIOVALUCCHI

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0725-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : A man shouts as he holds a sign that reads, “France get out” during a protest against French and UN forces based in Mali organized by Malian organization “Yerewolo debout sur les remparts” or “Yerewolo standing on the ramparts” in Bamako on January 10, 2020. Several hundred Malians demonstrated in Bamako to demand the departure of foreign troops, in particular the French force Barkhane, three days a head of a summit in France intended to “clarify” their roles in the fight against jihadism in the Sahel.

© Annie Risemberg/AFP

Comment citer cette publication :

Thierry Vircoulon, Alain Antil et François Giovalucchi, « Thématiques, acteurs et fonctions du discours anti-français en Afrique francophone »,
Études de l’Ifri, Ifri, juin 2023.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteurs

Thierry Vircoulon est chercheur associé à l'Ifri. Ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA) et titulaire d'un master en science politique de la Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d'Orsay et la Commission européenne et a été directeur Afrique centrale pour International Crisis Group. Il a vécu en Afrique du Sud, au Kenya et en République démocratique du Congo.

Alain Antil est chercheur et directeur du Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri. Il travaille sur les questions politiques mauritaniennes, sur les questions de sécurité au Sahel et participe aux travaux de son équipe sur la recomposition de la place de l'Afrique subsaharienne dans les relations internationales. Il enseigne à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille et à l'Université de Paris I.

François Giovalucchi, après avoir travaillé à l'Agence française de développement (AFD) puis à la Direction générale du Trésor, est Conseiller scientifique de la faculté de sciences sociales de l'Université catholique de Madagascar. Il a vécu au Mali, au Niger et en RCA, et est l'auteur de nombreux articles sur la politique africaine et sur l'aide au développement.

Résumé

Les discours contre la politique française se multiplient ces dernières années en Afrique francophone. Les paroles s'accompagnent parfois de manifestations violentes contre des sociétés françaises, des représentations diplomatiques et/ou culturelles, plus rarement de menaces contre les résidents français. La contestation raisonnée qui porte sur les éléments objectifs de cette politique et la qualifie de néocoloniale se transforme en diatribe anti-française sur les réseaux sociaux et dans les propos des néo-panafricanistes.

Si les récriminations sont variées et nombreuses, trois critiques récurrentes structurent invariablement ces discours. Le(s) Franc(s) CFA, malgré les réformes, sont considérés comme des outils de contrôle. L'aide publique au développement est perçue comme humiliante, soixante ans après les indépendances, mais aussi comme un soutien aux régimes plus qu'aux populations, et opaque car sous-tendue de contreparties. La présence de bases militaires françaises et, au-delà, l'interventionnisme militaire français sont eux aussi jugés comme un outil néocolonial problématique et désuet.

Le procès de la France a également une fonction dans le champ politique de certains pays d'Afrique francophone, celle de désigner un bouc émissaire. En effet, le « complot français » sert aux élites politiques africaines à expliquer les trajectoires politiques, économiques ou sécuritaires décevantes. La France « pille les ressources », « soutient le terrorisme », « choisit les présidents », « manipule la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) »... Oppositions comme majorités usent de cet argumentaire qui les dédouane, en partie, de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs concitoyens, en particulier en période de crise.

Ces discours anti-français, ou anti-politique française, existent depuis longtemps. Cependant, ils ne sont plus restreints comme par le passé aux élites intellectuelles mais ont pénétré très fortement les couches populaires (notamment urbaines), au point d'être devenus des axiomes des discours politiques. Certains acteurs, tels que les néo-panafricanistes, ont contribué à largement populariser ces discours. Dans certains pays, aidés par des entités russes, se sont même développés sur les réseaux sociaux de véritables écosystèmes qui produisent des campagnes anti-françaises. Nous mettons en évidence certains de ces écosystèmes, notamment par la cartographie analytique réalisée par Bloom Social Analytics.

Executive Summary

Speeches against French policy have proliferated in recent years in French-speaking Africa. The rhetoric is sometimes accompanied by violent demonstrations against French companies, diplomatic and/or cultural organizations, and more rarely by threats against French residents. The reasoned contestation that focuses on the objective elements of this policy and describes it as neo-colonial is transformed into an anti-French rant on social networks and in the statements of the neo-panafricanists.

While grumblings are varied and numerous, three recurring criticisms structure these discourses. The CFA franc(s), despite reforms, are seen as tools of control. Sixty years after independence, development aid is perceived as humiliating, but also as supporting regimes rather than populations, and as secretive because underpinned by counterparties. The presence of French military bases and French military campaigns are also seen as a problematic and outdated neo-colonial tool.

Such anti-French rhetoric also has a function in the politics of certain French-speaking African countries, namely to designate a scapegoat. Indeed, the “French plot” is used by African political elites to explain disappointing political, economic or security paths. France “plunders resources”, “supports terrorism”, “chooses presidents”, “manipulates ECOWAS”... The opposition alike the majority use this line of argument to clear themselves of their responsibilities towards their fellow citizens, particularly in times of crisis.

This anti-French rhetoric, or anti-French politics rhetoric, has been around for a long time. However, it is no longer restricted to the intellectual elite, as it once was, but has now expanded to the working classes (particularly in urban areas) to such an extent that it has become an axiom of political discourse. Actors, such as neo-panafricanists, have helped to popularize these discourses. In some countries, helped by Russian entities, real ecosystems have even developed on social networks, producing anti-French campaigns. We highlight some of these connections, in particular through the analytical mapping carried out by Bloom Social Analytic

Sommaire

INTRODUCTION	6
LA POLITIQUE FRANÇAISE EN AFRIQUE AU BANC DES ACCUSÉS	9
L'interventionnisme militaire	9
La souveraineté monétaire en question : le franc CFA	13
Une politique d'aide discréditée auprès de ses bénéficiaires	16
Le passé colonial, une question étonnamment secondaire	19
LE « COMLOT FRANÇAIS », UNE RESSOURCE POLITIQUE	21
Gouvernants et opposants : la main de la France est partout	21
Crise et critique de la politique française : l'exemple centrafricain....	25
Sahel : Les graphes d'acteurs de réseaux sociaux tendent à accréditer ces convergences (une étude de Bloom Social Analytics)	31
LE RÔLE DU NÉO-PANAFRICANISME	38
Les tribuns néo-panafricanistes	38
Mouvements néo-panafricains nationaux	43
CONCLUSION	48

Introduction

Il est désormais devenu courant de voir des drapeaux français brûler lors de manifestations en Afrique francophone. Au Sahel, ces dernières années, des slogans hostiles, des déclarations tonitruantes de militants mais aussi des discours d'officiels sur la responsabilité de Paris dans le conflit actuel avec les mouvements djihadistes ont proliféré. Les paroles s'accompagnent parfois de manifestations violentes contre des sociétés françaises, des représentations diplomatiques et/ou culturelles, plus rarement de menaces contre les résidents français¹. Pillage des ressources du sous-sol, acoquinement avec les élites corrompues dont la politique délétère conduit les pays à la ruine, maintien d'outils de subordination des populations africaines (Francs CFA, aide humiliante et corruptrice, bases militaires françaises, organisations régionales et présidents à la solde de Paris) : les griefs exprimés sont variés et nombreux.

Rejet de la France, francophobie, sentiment anti-français, l'objet de cette étude est de prime abord difficile à nommer et plus encore délicat à évaluer. Au-delà de ses aspects les plus manifestes évoqués ci-dessus, nombre d'observateurs africains, français ou autres s'accordent sur la montée en puissance d'une contestation de la politique française en Afrique. La contestation raisonnée qui porte sur les éléments objectifs de cette politique se transforme en diatribe anti-française frisant le délire sur les réseaux sociaux et dans les propos des néo-panafricanistes qui mettent l'accent sur la désignation d'un ennemi plus que sur l'unité africaine, contrairement à leurs prédécesseurs historiques.

Cette contestation n'est pas une nouveauté. Autrefois invisibilisée par des régimes répressifs et les appareils médiatiques officiels, elle existe depuis l'indépendance et s'exacerbe en période de crises, qui sont propices à une instrumentalisation politique². Ce ressentiment semble en effet être mobilisé dans une grammaire d'explication de l'évolution décevante, voire catastrophique, de certains pays francophones.

En France, les cercles dirigeants relativisent les mises en garde des chercheurs, des journalistes et même de leurs propres administrations. Il s'agirait de « poussées de fièvre » ponctuelles en lien avec des situations de crise et leur cortège de désespoir, de « points de friction » sur des éléments fantasmés ou déformés de la politique française à l'égard du continent, et surtout d'opérations d'influence concoctées par des adversaires géopolitiques désirant éroder l'influence française sur le continent.

1. « Burkina Faso : la France ciblée par les putschistes », *France Info*, 3 octobre 2022.

2. F. Giovalucchi, « Afrique-France, les miroirs grossissants », *Esprit*, juillet/août 2020.

Cependant, même s'il y a effectivement des sujets de crispation, des divergences d'intérêts et de la désinformation pour orienter la colère populaire contre Paris, la réalité du mécontentement africain contemporain contre la politique française ne peut être niée. Force est de reconnaître que la « relation privilégiée » avec le continent africain mise régulièrement en avant par les autorités françaises dans leurs discours contraste avec le rejet de la politique française qui s'exprime aujourd'hui quotidiennement en Afrique. De part et d'autre de la Méditerranée, la tonalité des discours est très différente, voire complètement opposée.

Répandue dans l'ensemble de la classe politique hexagonale, l'idée d'une « vocation africaine de la France³ » incarnée dans des tournées présidentielles, une politique et des outils institutionnels s'inscrit dans la droite ligne de la décolonisation très particulière de l'Afrique francophone. Guinée mise à part, cette décolonisation n'a conduit ni à une rupture complète ni à une distanciation entre la France et ses ex-colonies, comme cela fut le cas avec d'autres décolonisations (Royaume-Uni, Portugal). Bien au contraire, malgré l'échec rapide de la Communauté française, Paris est parvenu à maintenir une relation de dépendance réciproque incarnée dans le concept de Françafrique, savamment mise en œuvre par Jacques Foccart⁴. Accords de défense, interventions militaires, coopération technique importante, aide au développement, mimétisme juridique et institutionnel, proximités des élites politiques, présence importante des entreprises françaises : l'État franco-africain ou État post-colonial, selon la formule consacrée, a revêtu tous les oripeaux de ce que David Todd appelle l'« Empire informel⁵ ». De manière révélatrice, le nombre de coopérants français présents dans les ex-colonies africaines au début des années 1980 était supérieur au personnel administratif colonial français à la veille des indépendances⁶.

3. J. Chirac, « La vocation africaine de la France », *Le Monde*, 7 novembre 1981.

4. Sur la Françafrique, son histoire et son évolution, on lira avec intérêt : « Les origines méconnues du mot "Françafrique" », *Afrique XXI*, 20 février 2023 ; J.-P. Bat, *Le syndrome Foccart, la politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2012 ; F.-X. Verschave, *Françafrique : Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998 ; P. Hugon, « Où en est-on de la "Françafrique" ? », *Revue internationale et stratégique*, 2010, vol. 1, n° 77, p 163-168 ; T. Noirot et F. Tarrit (dir.), *Françafrique. La famille recomposée*, Paris, Éditions Syllepse, 2014 ; A. Glaser, *AfricaFrance. Quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu*, Paris, Fayard, 2014 ; Collectif, *L'Empire qui ne veut pas mourir, Une histoire de la Françafrique*, Paris, Seuil, 2021.

5. « Il y a en France un désir d'empire », *Afrique XXI*, 2 novembre 2022 : « Quant à ce terme, "impérialisme informel", il faut le comprendre par opposition à la notion plus connue d'empire formel, que l'on comprend par le fait d'étendre la souveraineté et de colorier, sur la carte, les territoires conquis. Pour expliquer l'impérialisme informel, le mieux est de citer les inventeurs de ce concept : deux historiens britanniques, Ronald Robinson et John Gallagher. Dans un article publié en 1953, ils disent qu'il faut penser à l'empire comme à un iceberg, avec une partie émergée – l'empire formel –, mais aussi une partie immergée – l'empire informel. Celle-ci n'est pas officielle. Elle est caractérisée par l'établissement de relations asymétriques durables entre deux pays. L'impérialisme informel est souvent plus profitable que l'impérialisme formel. Et il peut laisser des traces, certes différentes, mais tout aussi profondes. »

6. Y. Gounin, *La France et l'Afrique, Le combat des Anciens et des Modernes*, Paris, De Boeck, 2009.

À l'ombre de ces liens diplomatico-institutionnels forts se sont développées des relations problématiques et incestueuses : le financement de partis politiques français par les chefs d'État amis, les réseaux d'influences, les fraternités maçonniques affairistes entre la France et les régimes africains, les anciennes colonies devenues des prés carrés économiques pour quelques entreprises hexagonales, etc. Décrite avec force détails dans la littérature sur la Françafrique, cette relation a pu d'autant mieux prospérer dans le contexte de guerre froide qui justifiait le soutien de Paris à des autocrates au nom de la compétition Est-Ouest dans le tiers-monde. Vécue comme un prolongement illégitime de la relation coloniale, la Françafrique, qui s'éteint progressivement depuis la fin du XX^e siècle, a façonné les imaginaires politiques actuels. C'est la raison pour laquelle le franc CFA et les bases militaires sont les deux arguments les plus invoqués dans la critique de la politique africaine de la France. Paradoxalement, c'est au moment où la Françafrique devient de plus en plus une ombre ou un épouvantail que sa critique est la plus virulente en Afrique.

Pour comprendre le procès africain de la politique française qui est fait quotidiennement sur les réseaux sociaux et dans certains médias africains⁷, cette étude analyse d'abord les principales thématiques de l'accusation et montre comment le « complot de la France contre l'Afrique⁸ » est devenu une idée communément admise et surtout une ressource politique, notamment en période de crise. Enfin, cette étude met en lumière le rôle essentiel des milieux néo-panafricanistes et de leur rapprochement avec des puissances étrangères, et tout particulièrement la Russie, dans la propagation des accusations vraies et fausses portées contre la politique française en Afrique. Diffusé de manière industrielle et parfois stratégique sur les réseaux sociaux, leur discours transforme la critique raisonnée en francophobie systématique.

7. Voir Afrique Média, une chaîne de télévision panafricaine basée au Cameroun, disponible sur : <https://afriquemedias.tv/>.

8. En référence au livre de l'écrivain camerounais M. Béti, *La France contre l'Afrique, Retour au Cameroun*, Paris, La Découverte, 2020.

La politique française en Afrique au banc des accusés

En Afrique, la critique de la politique française a une longue histoire et n'est pas née avec l'opération Barkhane. Cette politique est généralement qualifiée de néocoloniale car elle viserait à faire perdurer la domination coloniale par d'autres moyens. Depuis plusieurs décennies, des thématiques critiques ont été formulées et développées dans les milieux africains. Ces thématiques concernent ce qui est perçu, à tort ou à raison, comme les instruments de la domination : l'interventionnisme militaire, le franc CFA et la politique d'aide. Ces thématiques forment le corpus de la dénonciation du « complot de la France contre l'Afrique ». Ce chapitre expose ces thématiques et non pas l'ensemble des griefs faits à la politique française. Cela conduirait à évoquer, entre autres, la politique migratoire qui constitue certes un sujet contentieux mais ne fait pas partie du réquisitoire sur le « complot de la France contre l'Afrique ».

L'interventionnisme militaire

L'interventionnisme militaire est une caractéristique majeure de la politique africaine de la France et celle qui suscite le plus de réprobation. L'historien des relations internationales Robert Frank considère que la France « puissance contrariée se considère toujours depuis 1789-1792 comme une puissance ayant un devoir d'engagement à l'extérieur⁹ ».

Depuis les indépendances, l'Afrique est la zone de prédilection des interventions militaires françaises. Celles-ci ont été rendues possibles par des accords de coopération militaire et de défense avec les pays africains et un dispositif militaire permanent implanté sur le continent. Au début des années 1960, l'armée française entretenait 30 000 hommes dans des bases implantées en Côte d'Ivoire, en République centrafricaine, à Djibouti, au Gabon, à Madagascar, au Niger, au Sénégal et au Tchad. Entre 1960 et 1963, la France a signé une douzaine d'accords de défense avec des pays d'Afrique francophone nouvellement indépendants. Les effectifs furent réduits à environ 20 000 hommes en 1970 puis continuèrent leur décroissance pour atteindre 6 100 hommes aujourd'hui¹⁰. De même, les bases militaires françaises ont considérablement diminué et il n'y a plus que quatre bases permanentes (Dakar, Abidjan, Libreville, Djibouti) regroupant 3 100

9. R. Frank, « Une culture française de la puissance » in B. Badie et al., *La France, une puissance contrariée*, Paris, La Découverte, 2021.

10. Voir la figure 1.

hommes. S’y ajoute le dispositif de 3 000 hommes mis en place dans le cadre de Barkhane, disposant d’implantations au Tchad et au Niger, à la suite du retrait récent du Mali et du Burkina Faso à la demande des autorités de ces pays.

Figure 1 : Évolution de la présence militaire française en Afrique (1960-2014)

	1960	1970	1980	1990	1997	2010	2013	2014
Militaires français en Afrique	30 000	20 000	15 000	10 000	8 405	8 515	9 350	6 596

Source : « 50 ans d’Opex en Afrique 1964-2014 », *Cahier du Retex*, ministère de la Défense, 2015.

Retours sur l’interventionnisme

Malgré l’évolution historique à la baisse du dispositif militaire français en Afrique, l’interventionnisme n’a pas diminué. Le ministère de la Défense a dénombré pas moins de 52 interventions militaires en Afrique de 1964 à 2014¹¹.

Certaines opérations firent date : soutien aux présidents tchadiens Tombalbaye, Maloum, Goukouni, Habré et Deby (opérations Limousin et Bison 1969-1971, opération Tacaud 1978-1980, opération Manta 1983, opération Épervier 1986-2008), soutien au président zaïrois Mobutu avec l’opération Léopard à Kolwezi en 1978, renversement de l’empereur Bokassa en 1979 avec l’opération Barracuda, soutien au président togolais Eyadema en 1986, soutien au président gabonais Bongo en 1990 avec l’opération Requin, etc. Le Tchad est le pays d’Afrique qui a connu le plus grand nombre d’interventions militaires françaises depuis son indépendance et l’armée française y est présente de façon quasi continue depuis les années 1960¹². Déclenchées pour soutenir des régimes africains alliés ou plus rarement pour déposer des régimes ennemis, ces interventions ont montré aux opinions publiques africaines que l’armée française jouait le rôle de « gendarme de l’Afrique francophone » en

11. *Ibid.*

12. Ce pays joue un rôle clé dans le dispositif militaire français au Sahel, notamment pour l’armée de l’air. La dernière intervention militaire française unilatérale a d’ailleurs eu lieu dans ce pays en 2019, les bombardiers français ayant frappé une colonne de rebelles venus de Libye. « Tchad : des Mirage 2000 français frappent une colonne de 40 véhicules d’un groupe armé venu de Libye », *Opex360.com*, 4 février 2019.

fonction des convergences ou divergences d'intérêts entre Paris et certains pouvoirs, qu'ils soient démocratiques ou non.

Les expéditions militaires les plus décriées sont sans conteste Turquoise (Rwanda, 1994), Licorne (Côte d'Ivoire, 2002-2015) et Harmattan (Libye, 2011). Si la première a gravement terni l'image internationale de la France en l'associant au dernier génocide du XX^e siècle¹³, les deux autres ont démis des présidents africains, accréditant l'idée que Paris faisait et défaisait les régimes par la force et selon son bon vouloir.

L'opération Licorne a connu un moment tragique en novembre 2004, quand l'armée française a tiré sur la foule hostile après la destruction des moyens aériens de l'armée ivoirienne qui vint sanctionner le bombardement de la base française de Bouaké ayant fait neuf morts parmi les militaires français. Le point d'orgue de l'opération a été l'arrestation de Laurent Gbagbo en 2011 pour permettre l'installation d'Alassane Dramane Ouattara, dont l'élection avait été reconnue par la communauté internationale. Pendant les treize ans de la crise ivoirienne, la France a été confrontée à l'hostilité des « jeunes patriotes » animés par des factions du régime appelant à une nouvelle indépendance. La mobilisation de ces jeunes ne fut pas seulement opportuniste. Ils « avaient trouvé dans la cause anticolonialiste un vecteur d'autonomisation : le discours de la libération nationale servait une autre forme de lutte d'émancipation, générationnelle, familiale, communautaire, économique et, *in fine*, politique¹⁴ ». Cette mobilisation est restée gravée dans les mémoires en Afrique de l'Ouest.

Malgré sa justification par la défense des populations civiles face au régime de Kadhafi, l'opération Harmattan a abouti à l'élimination de ce dernier, qui disposait d'une certaine aura sur le continent et est devenu pour certains un martyr de la cause africaine. Les accusations du clan Kadhafi à l'égard de Nicolas Sarkozy concernant le financement de sa campagne électorale puis les rebondissements de l'affaire entretiennent un doute durable sur les arrière-pensées de cette expédition militaire.

Même si les autorités françaises ont inscrit ces opérations militaires dans le cadre de mandats internationaux à partir de l'opération Turquoise¹⁵ et ont souvent opté pour des opérations sous drapeau européen dès le début du XXI^e siècle¹⁶, cela n'a pas convaincu les opinions africaines qui perçoivent les mandats comme de simples paravents diplomatiques. Ceci a été particulièrement net pendant la crise ivoirienne, où la perception de la France n'a cessé de se dégrader aux yeux de la partie de l'opinion mobilisée par Laurent Gbagbo.

13. Voir à ce sujet le rapport de la Commission Duclert, disponible sur : www.vie-publique.fr.

14. R. Banegas, « La politique d'intervention de la France en Afrique vue d'en bas- Réflexions à partir du cas de la Côte d'Ivoire », *Les Temps Modernes*, 2017, vol. 2, n° 693-694.

15. Opération autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU.

16. Opération Artémis en RDC en 2003, opération Eufor-RDC en 2006, opération Eufor-Tchad/RCA de 2007 à 2009, etc.

Barkhane et l'approche globale

Malgré la réduction du dispositif militaire français en Afrique, ces interventions ont continué au XXI^e siècle pour déboucher sur la plus ambitieuse expédition militaire française, l'opération Barkhane (2014-2022). Cette dernière a cristallisé le mécontentement des autorités du Mali et de l'opinion publique ouest-africaine au point de conduire à une crise entre Paris et Bamako et de susciter une campagne hostile sur les réseaux sociaux en Afrique. L'échec de l'armée française dans son appui à l'armée malienne pour réduire les groupes djihadistes et contenir l'insécurité a été imputé à un agenda caché par une opinion publique africaine qui ne comprend pas comment une armée moderne, équipée des dernières technologies et composée de soldats formés et régulièrement payés, peut échouer face à un ennemi en situation d'infériorité militaire. Pour cette opinion publique, loin de combattre, l'armée française coopérait avec les djihadistes¹⁷ et s'adonnait au pillage des ressources de la région (or, bétail)¹⁸.

Par ailleurs, l'origine coloniale des méthodes employées par l'armée française en application de la stratégie des 3 D (Défense, Diplomatie et Développement) pour la lutte contre le djihadisme au Sahel a aussi contribué au rejet de cette « opération ». Cette origine a été revendiquée par le général François Lecointre, chef d'État-Major des armées : « je décrirai notre vision de l'« approche globale » comme une stratégie de gestion de crise centrée sur les populations et sur leur perception du développement de la crise. Ce concept est hérité de notre aventure coloniale. Dans la manière dont les militaires français, de Gallieni à Lyautey, ont pensé l'établissement d'un empire colonial, il y avait d'abord une vision humaniste de la gestion de crise et de la guerre. Relisons Gallieni : « Ne gagner du terrain en avant qu'après avoir complètement organisé celui qui est en arrière [...] y faire œuvre pacifique en rappelant les populations, en faisant reprendre les cultures, en ouvrant les marchés, en créant les écoles et enfin en mettant les villages et les habitants à l'abri de nouvelles incursions ».¹⁹ » La filiation entre doctrine de pacification, doctrine de contre-insurrection et approche globale est bien documentée²⁰, après une période où les traumatismes de la guerre d'Algérie avaient rejeté dans l'ombre les doctrines de contre-insurrection. Autre point commun avec les guerres coloniales, l'intervention au Sahel est perçue par une partie des militaires français comme une guerre de civilisation visant à

17. L'interdiction d'accès de l'armée malienne à Kidal sous contrôle de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) depuis sa reprise aux djihadistes en 2014 a joué un rôle important dans cette accusation.

18. J. Galan, « Des images de soldats français au Mali pillant les réserves d'or du pays ? Attention, intox ! », *France 24*, 11 juin 2021. « Au Sahel, de folles rumeurs courent sur l'armée française », *Le Monde*, 5 décembre 2019.

19. Audition du Gal. F. Lecointre à l'Assemblée nationale in « Sabre et Esprit », 23 janvier 2020.

20. Cf. notamment M. Shurkin, « L'intervention française au Sahel et l'évolution de la doctrine de contre-insurrection », *Étude IRSEM*, n° 90, Institut de recherche stratégique de l'École militaire, 2021 et J.-F. Klein, « La Pacification : un legs colonial hybride par-delà les décolonisations », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2022, vol. 3, n° 287.

éviter aux Africains de régresser dans les ténèbres, dans une problématique proche de celle de la mission civilisatrice²¹. Une recension des principaux essais ou mémoires consacrés par des militaires français à leurs opérations en Afrique montre la prégnance des représentations coloniales²².

En définitive, l'échec de l'opération Barkhane marque un basculement. Prenant en compte l'hostilité générale qui s'exprime contre la présence militaire française en Afrique²³, le président Macron a annoncé une nouvelle politique de coopération militaire sur le continent en février 2023. Elle consiste en une baisse des effectifs des bases et en leur possible transformation en académies. Une réduction de voilure se profile en Afrique : la Loi de programmation militaire en cours d'examen tire les leçons des insuffisances révélées par la guerre en Ukraine.

La souveraineté monétaire en question : le franc CFA

Le franc de la Communauté financière africaine (FCFA) a succédé en 1960 au franc de la Communauté française d'Afrique (1958-1960), lui-même issu du franc des colonies françaises d'Afrique (1945-1958). La Guinée dès son indépendance a abandonné le FCFA. Le Mali a créé a eu recours à sa propre monnaie (le franc malien) de 1962 à 1984, année de son retour dans la Zone franc. La Mauritanie et Madagascar ont abandonné le FCFA respectivement en 1973 et 1975. Création coloniale, le FCFA qui a cours dans quinze États d'Afrique a vu son existence prolongée par divers accords de coopération monétaire prévoyant jusqu'à très récemment :

- une parité fixe avec le franc français puis l'euro grâce à l'obligation du Trésor français de fournir si besoin une quantité illimitée de francs ou d'euros contre des FCFA ;
- le dépôt dans un compte au Trésor français d'une partie (décroissante jusqu'à zéro avec le temps) des devises détenues par les pays membres de la Zone franc ;
- la représentation de la France dans les instances des deux Banques centrales (Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest – BCEAO – et Banque des États d'Afrique centrale).

21. Y. Guichaoua, « The Bitter Harvest of French Interventionism in Sahel », *International Affairs*, n° 96, 2020.

22. R. Carayol, « Militaires français au Sahel. Un inconscient colonial si peu refoulé », *Orient XXI*, 27 octobre 2020.

23. « Au Niger, des centaines de personnes manifestent contre la présence militaire française », *Le Monde*, septembre 2022 et « Gabon : une manifestation contre l'armée française interdite », *Africanews*, 24 mai 2022.

Critiques économiques et critiques politiques

Si le FCFA a fait l'objet de critiques techniques de la part d'économistes de tous horizons, ce sont aujourd'hui les critiques politiques qui sont brandies par ses détracteurs les plus virulents. Les critiques économiques avancées sont que la parité fixe avec l'Euro conduit à des politiques monétaires restrictives qui brident l'offre de crédits et donc l'investissement, pénalise les exportations en obérant la compétitivité des productions locales et favorise les importations. Au total, le FCFA conforterait le caractère rentier des économies, au bénéfice des élites locales qui de surcroît voient leurs transferts de capitaux facilités²⁴. Les critiques politiques avancées mettent l'accent sur la « souveraineté monétaire confisquée », c'est-à-dire la dépendance de la politique monétaire des États africains à l'égard de Paris, en rappelant la dévaluation imposée de 1994 qui a été perçue comme une rupture majeure de contrat après quarante-six ans de parité fixe avec le franc français et a provoqué une importante baisse du pouvoir d'achat dans les pays concernés. Par ailleurs, la centralisation des devises est perçue comme un hold-up français, même si elles restent disponibles et sont bien rémunérées. La représentation de la France dans les instances des deux banques centrales est vécue comme une ingérence et enfin la fabrication en France des billets est vue comme inique et offensante.

« À travers le franc CFA, l'on peut retrouver les différents éléments constitutifs de la "Françafrique" comme dispositif néocolonial : l'absence de considération pour la souveraineté des pays africains ; la politique de changements superficiels pour assurer la continuité des relations coloniales ; la répression des dirigeants politiques, des intellectuels et mouvements dissidents ; la cooptation des élites acceptant de jouer le jeu ; le maintien de structures politiques, économiques et financières extractives au détriment de l'autodétermination et de la prospérité des peuples africains ; la "crétinisation" d'une opinion publique française qui demeure persuadée que la France agit en puissance bienveillante dans son ancien empire colonial. » écrit Ndongo Samba Sylla²⁵. Il est révélateur que les pays ayant pris leurs distances avec la France soient sortis de la Zone franc, sans au demeurant que s'enclenche le cercle vertueux de croissance aujourd'hui attendu par les économistes critiques du FCFA

La contestation du FCFA a pris des formes très démonstratives : manifestations devant l'ambassade de France au Cameroun, brûlage public d'un billet par l'activiste Kemi Seba au Sénégal, fédération de

24. K. Nubukpo, M. Ze Belinga, B. Tinel et D. Moussa Dembélé (dir.), *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA ?*, Paris, La Dispute, 2016.

25. N. Samba Sylla, « À quand le requiem du colonialisme monétaire français ? », in K. Lamko, A. Niang, N.S. Sylla et L. Zevounou (dir.), *De Brazzaville À Montpellier. Regards critiques sur le néocolonialisme français*, Dakar, Collectif pour le Renouveau Africain – CORA Éditions, 2021, p. 100-113 ; F. Pigeaud et N. S. Sylla, « L'arme invisible de la Françafrique. Une histoire du Franc CFA », Paris, La Découverte, 2018.

plusieurs associations en un « Front pour une révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine (FRAPP) » en vue de la campagne « Pour la souveraineté monétaire, France dégage ».

Des critiques qui perdurent malgré les réformes

Le projet de renommer Eco le FCFA d'Afrique de l'Ouest, annoncé par les présidents Français et Ivoiriens à Abidjan en décembre 2019, a été perçu comme un changement d'étiquette sur une bouteille au contenu identique. Les réformes (la fin de l'obligation de dépôt d'une quotité de devises au Trésor français, le retrait de la France des instances de la BCEAO, tout en maintenant la parité FCFA/euro garantie par le Trésor) n'ont pas convaincu. Le retrait de la France des instances de la BCEAO a été jugé cosmétique, le gouvernement français demeurant informé au jour le jour de la situation monétaire et devant revenir au Comité de politique monétaire en cas de crise. Il a été avancé que la fin de l'obligation de dépôt des devises ne faisait pas cesser l'obligation de les utiliser à la défense de la parité.

Enfin, la préemption de l'Eco apparaissait comme une mauvaise manière faite à une initiative purement africaine, celle de la CEDEAO – incluant, outre les pays de la Zone franc d'Afrique de l'Ouest regroupés dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée Conakry, le Liberia, le Nigeria, et le Sierra Leone – de créer l'Eco comme monnaie unique au terme d'une réunion tenue en juin 2019. Cette réunion de la CEDEAO prévoyait que, pour adhérer à la future zone Eco, les pays devaient satisfaire des critères de convergence (déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB, inflation inférieure à 10 % et dette publique inférieure à 70 % du PIB). Ceci n'était généralement pas le cas des pays de la zone FCFA (UEMOA). Les présidents Macron et Ouattara faisaient donc fi des préalables jugés indispensables à la création d'une zone monétaire viable. Le président du Nigeria fera au demeurant un tweet réprobateur.

En définitive, la réforme de 2019 n'a pas mis fin aux critiques contre le « colonialisme monétaire ». Comme l'a rappelé la « déclaration des intellectuels africains sur la réforme du FCFA²⁶ », la monnaie est le symbole politique national par excellence et l'opinion publique est plus à même d'appréhender la symbolique politique du FCFA que ses avantages et inconvénients économiques.

26. « Nous réaffirmons que la question de la monnaie est fondamentalement politique et que la réponse ne peut être principalement technique », à lire dans : « Communiqué des intellectuels africains sur les réformes du Franc CFA », *Financial Afrik*, 7 janvier 2020.

Une politique d'aide discréditée auprès de ses bénéficiaires

Le contraste est désormais criant entre le consensus politique étonnant dont bénéficie l'aide au développement en France (vote à l'unanimité en 2021 du projet de « Loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales²⁷ ») et l'image de plus en plus défavorable de la politique française d'aide en Afrique. Ainsi, lors du sommet Afrique-France de Montpellier d'octobre 2021, a-t-elle été dénoncée par les représentants choisis de la jeunesse africaine comme paternaliste et politiquement motivée. Si l'aide française n'est pas toujours la première aide bilatérale en Afrique francophone, elle reste bien visible et charrie le souvenir des milliers de coopérants présents jusqu'aux années 1980. À ce titre, il convient de noter que les critiques contre la politique d'aide en Afrique sont plus politiques qu'économiques et ne reprennent pas toujours à leur compte le procès de l'inefficacité de l'aide mené par les économistes²⁸.

L'aide comme continuité de la « mission civilisatrice »

La politique d'aide est généralement critiquée comme porteuse d'un sentiment implicite de supériorité, notamment dans le cas français où la mission civilisatrice a été l'un des motifs majeurs invoqué pour la colonisation²⁹. Les origines coloniales de l'aide sont bien connues, le colonialisme tardif ayant mis l'accent sur la mise en valeur de l'Empire, avec notamment le plan Sarraut de 1921. Avec les indépendances, les anciens administrateurs de la France d'Outre-mer ont été recyclés au ministère de la Coopération ; la Caisse centrale de coopération économique (ancêtre de l'Agence française de développement) a succédé à la Caisse centrale de la France d'outre-mer et le Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer est devenu le Fonds d'aide et de coopération. Du fait de cet héritage, la politique d'aide est perçue comme l'expression d'un donateur sûr de lui-même et prescripteur autoritaire. L'application plus ou moins rigoureuse des principes de la déclaration de Paris³⁰ sur l'efficacité de l'aide³¹ (appropriation, participation,

27. F. Giovalucchi et T. Vircoulon, « L'aide française au développement entre Kaboul et Bamako. Nouveaux défis et vieilles recettes », *Esprit*, novembre 2021.

28. C. Burnside et D. Dollar, « Aid, Policies and Growth », *The American Economic Review*, vol. 90, n° 4, 2000 ; G. Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2013 ; W. Easterly, *Le fardeau de l'homme blanc - l'échec des politiques occidentales d'aide aux pays pauvres*, Genève, Markus Haller, 2009.

29. A. L. Conklin, *A Mission to Civilize: The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1930*, Redwood City, Stanford University Press, 1996.

30. Disponible sur : www.diplomatie.gouv.fr (consulté en mai 2023).

31. « Les forums de haut niveau sur l'efficacité de l'aide : petit historique », Organisation de coopération et de développement économiques, disponible sur : www.oecd.org (consulté en mai 2023).

recours aux systèmes budgétaires et procédures des pays aidés, etc.) n'a en rien modifié cette perception et a induit le recours à des aides budgétaires ayant donné lieu à des détournements majeurs dont le manque de sanction accrédite l'idée d'une complicité des donateurs avec les gouvernants. Sur le plan politique, cette perception se manifeste par la critique des conditionnalités de l'aide. D'abord économiques (privatisations, libéralisation des marchés et réduction de la fonction publique à l'époque des plans d'ajustement structurel), ces conditionnalités sont devenues aussi politiques à la charnière du XX^e et du XXI^e siècles (ouverture de l'espace politique, élections, bonne gouvernance, etc.). Bien que de nos jours on ne compte plus les satisfactions de conditionnalités en trompe-l'œil et les reprises de l'aide après des détournements, moyennant l'adoption de réformes de gouvernance cosmétiques³², la critique des conditionnalités qui seraient une contrainte insultant la souveraineté des États africains perdure et, par contraste, certains vantent l'*apparente* absence de conditionnalités de l'aide des nouveaux bailleurs chinois, turcs, indiens ou du Golfe persique.

L'aide et les intérêts cachés

Dans la continuité de ce raisonnement, l'aide est critiquée comme une politique d'intérêt alors que, pour la majorité de l'opinion publique des pays bénéficiaires, elle est un dû qui ne saurait être asservi à aucun objectif du donateur, ceci pour réparer le passé et atténuer les conséquences d'un ordre international injuste. Il est frappant que le soupçon s'accroisse alors que les difficultés économiques et sociales de la France deviennent manifestes. Pour une grande partie de l'opinion publique africaine, dépenser de l'argent pour l'étranger quand on manque de moyens chez soi ne peut s'expliquer que par un agenda caché, forcément turpide. La politique d'aide est ainsi souvent dénoncée comme recherchant un retour sur investissement dissimulé, que ce retour soit économique, politique ou militaire. Certes, depuis quelque temps le souci d'un retour sur investissement de l'aide est plus affirmé à Paris. Certains gouvernements ont fait le choix du couplage de l'aide et du commerce extérieur : mercantilisme assumé par Alain Joyandet, secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie sous Nicolas Sarkozy et revendiqué par Laurent Fabius, promoteur de la diplomatie économique en tant que ministre des Affaires étrangères de François Hollande. Ce couplage expose les projets d'infrastructures développés dans le cadre de partenariats public-privé à la critique :

« La Françafrique c'est le Train express régional (TER), surfacturé à plus de 1 000 milliards de francs CFA pour les beaux yeux de Alstom et de

32. Les déclarations d'A. M. Sayeh après les détournements d'aide d'urgence du FMI démontrent le peu d'exigences : « lorsque la gestion des affaires publiques présentait de graves insuffisances, nous avons coopéré avec les autorités pour trouver des solutions » : « Gouvernance et responsabilité en Afrique : progrès accomplis et défis à venir. Allocution d'Antoinette M. Sayeh, directrice générale adjointe du FMI », Fonds monétaire international, 13 juin 2022.

la bourgeoisie bureaucratique sénégalaise aisée, et à des années-lumière des priorités du peuple Sénégalais. C'est aussi une autoroute à péage financée majoritairement par le peuple sénégalais, mais qui donne des avantages ahurissants à une société privée française, Eiffage. C'est aussi la téléphonie et l'eau du Sénégal contrôlées par Orange, Free et Suez. », déclare l'opposant sénégalais Guy Marius Sagna³³.

Par ailleurs, l'usage clientéliste de la politique d'aide l'a discrédité en la faisant apparaître comme un soutien aux régimes plus qu'aux populations. Si cet usage clientéliste s'est dilué dans un marché de l'aide largement alimenté par les bailleurs multilatéraux et émergents, il n'a pas disparu. La France a ainsi été le seul pays occidental à fournir un appui budgétaire au régime tchadien dont la corruption est dénoncée par l'opposition et de nombreuses études³⁴. La persistance de l'aide (y compris budgétaire) à des régimes corrompus dont les détournements sont massifs et bien connus de leur opinion publique et des bailleurs corrobore l'idée d'un retour sur investissement politique caché. De ce point de vue, les détournements substantiels de l'aide fournie lors de la crise du Covid-19, montrant le peu de cas que certains régimes faisaient des difficultés traversées par les populations, n'ont pas conduit les autorités françaises (ni même les autres bailleurs) à revoir fondamentalement leur politique d'aide. Pourtant, ces détournements ont atteint une telle ampleur que 19 femmes politiques et de la société civile au Cameroun ont appelé publiquement le Fonds monétaire international à cesser d'aider leur pays – appel qui est demeuré sans écho³⁵.

Enfin, la doctrine des 3 D « Défense, Diplomatie et Développement » promue sous Emmanuel Macron, en mettant l'aide au service de la lutte contre le terrorisme, confirme son assujettissement à des objectifs militaires, si louables soient-ils. L'idée de couplage de l'aide et des opérations militaires est ancienne. Elle remonte aux doctrines coloniales de la pacification et aux doctrines de l'après-guerre de la contre-insurrection, réactualisées en Afghanistan avec le succès que l'on sait. Loin de « gagner les cœurs et les esprits », l'aide à qui l'on demande de réussir en temps de guerre ce qu'elle n'a pas su faire en temps de paix est reçue comme un alibi par des populations qui la voient instrumentalisée par les forces en présence, au risque de pérenniser les conflits³⁶.

33. « À Montpellier, la Françafrique cherche son nouveau Senghor », Propos recueillis par K. Lamko in K. Lamko, A. Niang, N. S. Sylla et L. Zevounou, *op.cit.*, 2021.

34. Selon le baromètre 2022 de Transparency International sur l'indice de perception de la corruption dans le monde publié le 31 janvier 2023, le Tchad occupe le 167^e rang sur 180 pays évalués, ce qui en fait un des pays les plus corrompus du monde.

35. « "Covidgate" au Cameroun : 19 femmes demandent au FMI de ne pas accorder de nouveau prêt », *RFI*, 5 juin 2021 ; « Réformes : le Cameroun obtient un accord préliminaire avec le FMI pour un financement de 74,6 millions \$ », Agence Ecofin, 31 janvier 2023.

36. M. A. Pérouse de Montclos, « Aide Internationale et guerre globale contre le terrorisme en Afrique- des défis renouvelés », *Revue internationale des études du développement*, vol. 1, n° 241, 2020.

Le passé colonial, une question étonnamment secondaire

Si la critique africaine contre la politique étrangère française se focalise sur ces trois thématiques (l'interventionnisme expéditionnaire, la question de la souveraineté monétaire et la politique d'aide), elle s'intéresse peu au renouveau de l'histoire coloniale qui a lieu en France et aux polémiques qui l'accompagnent.

En effet, à l'inverse de l'Algérie où les débats sur la colonisation ont un fort écho politique et où les gouvernants réagissent vivement aux prises de position officielles françaises³⁷, dans les anciennes colonies françaises d'Afrique subsaharienne, ces débats, éventuellement relayés par des membres de la diaspora, trouvent un écho chez les intellectuels mais ne mobilisent ni les gouvernants ni l'opinion publique. Les passes d'armes entre la gauche et la droite françaises sur la colonisation (crime ou bienfait ?) et la reconnaissance par les autorités françaises de la responsabilité de la France dans des massacres coloniaux (la « part sombre de notre histoire », selon François Hollande³⁸) sont certes commentés mais les crimes avoués ne figurent pas dans le réquisitoire contre la politique française. Cela s'explique par le fait que les luttes coloniales ont été clivantes dans les sociétés africaines et que leur souvenir l'est toujours.

Ainsi à Madagascar, le Parti des déshérités de Madagascar accommodant avec la France s'opposa au Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) indépendantiste. De plus, le MDRM à direction Merina (ethnie des hauts plateaux) lança des appels au calme au début de l'insurrection de 1947, pouvant donner le sentiment de se désolidariser des régions côtières où le mouvement et la répression furent les plus violents, même si ladite direction a également subi les foudres du pouvoir colonial (levée de l'immunité parlementaire de trois députés, torture et condamnation à mort non exécutée). De même, au Cameroun, la répression du maquis de l'Union du peuple camerounais (UPC), présenté comme communiste, a continué durant la première présidence qui a suivi l'indépendance : le dernier dirigeant de l'UPC, Ernest Ouandié, a été fusillé en 1971. De ce fait, certains gouvernements africains préfèrent ne pas remettre au goût du jour l'histoire des luttes coloniales.

En 2005, lors d'une visite à Madagascar, le président Chirac évoqua « le caractère inacceptable des répressions engendrées par les dérives du système colonial », mais le président Ravalomanana se déclara plus enclin à regarder vers le futur. Aujourd'hui, la célébration du 29 mars 1947 ne suscite qu'une

37. La rente mémorielle du FLN évoquée par le président Macron a provoqué le rappel de l'ambassadeur d'Algérie en France. « "Rente mémorielle" : l'Algérie rappelle son ambassadeur en France après des déclarations attribuées à Macron », *Le Figaro*, 2 octobre 2021.

38. On peut citer notamment la prise de position de Jacques Chirac sur la répression de 1947 à Madagascar, celle de François Hollande sur le massacre de Thiaroye au Sénégal puis sur les « épisodes tragiques » de l'histoire de la France au Cameroun.

faible attention, le nationalisme s'étant « en tant qu'idéologie mobilisatrice, étioilé », selon l'historien malgache Denis Alexandre Lahiniriko³⁹. La faiblesse des moyens pédagogiques consacrés à l'enseignement de l'histoire de l'insurrection n'aide pas⁴⁰. Au Cameroun, ce n'est qu'en 1991 qu'une loi de réhabilitation des dirigeants de l'UPC a été adoptée. Elle concerne aussi l'ennemi de l'UPC que fut le président Ahidjo, mort en exil en 1989 après une tentative de coup d'État contre le président Biya en 1984. En 2007, un monument à la gloire d'Um Nyobe, tué par les troupes françaises en 1958, a été érigé à Eseka en pays Bassa dont il est originaire. En revanche, si l'ouvrage *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971* a suscité un grand intérêt en France en contribuant à sortir de l'oubli cette guerre de décolonisation oubliée⁴¹, il n'a pas généré le même intérêt au Cameroun où les autorités sont peu demandeuses et l'opinion prudente sur les sujets clivants. De même le roman d'Hemley Boum publié en 2015, *Les maquisards*, qui a reçu le grand prix littéraire d'Afrique noire de l'Association des écrivains de langue française, n'a eu qu'un écho limité au Cameroun. En 2018, des chefs Douala du clan Bell ont mis fin au chantier de construction d'un mémorial pour le secrétaire général de l'UPC Ruben Um Nyobe à Douala, lancé à l'instigation du Délégué du gouvernement. Un des motifs invoqués était qu'il convenait de réaliser d'abord un mémorial célébrant le roi Douala Manga Bell, fusillé en 1914 par le colonisateur allemand. Les enjeux de mémoire des luttes anticoloniales ne sont pas dénués d'arrière-pensées politiques et ethniques.

En définitive, si on ne peut parler en Afrique subsaharienne francophone de rente mémorielle, comme le président Macron l'a fait pour l'Algérie, les fantômes du passé sont toujours susceptibles d'être convoqués, comme celui de Thomas Sankara, qui incarne une histoire récente, sans toutefois constituer une ressource politique de premier plan pour mobiliser le plus grand nombre. L'état du système éducatif et la focalisation sur les soucis de survie quotidienne ne favorisent pas le retour sur l'histoire. Les drames du passé occupent donc une place modeste dans le discours anti-français d'aujourd'hui.

39. G. F. Ranaivoson, « Commémoration du 29 mars 1947- Un souvenir tombé dans l'oubli », *L'Express de Madagascar*, 24 mars 2022.

40. « Madagascar : l'enseignement de mars 1947 dans les écoles (4/5) », *RFI*, 2 avril 2017.

41. Ceci alors même que des travaux antérieurs solides étaient disponibles. Voir, plus récemment, l'ouvrage de D. Cogneau, *Un empire bon marché. Histoire et économie politique de la colonisation française, XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2023, p. 385-395.

Le « complot français », une ressource politique

La critique de la politique africaine de la France dénonce une domination politique, militaire et économique, s'exprimant de manière simpliste à travers l'idée d'un « complot de la France contre l'Afrique » qui expliquerait tous les échecs du continent (sous-développement, démocratisation cosmétique, conflits). Fréquemment évoquée par les intellectuels, les gouvernants et les opposants africains, cette idée est entretenue en temps de paix et instrumentalisée en temps de crise au point de s'imposer comme une évidence dans une grande partie des opinions publiques africaines. Son instrumentalisation, tant par les gouvernants que par les opposants, démontre qu'elle constitue dans le champ politique africain une ressource de premier ordre.

Gouvernants et opposants : la main de la France est partout

Le bouc émissaire parfait des régimes en place

Depuis plusieurs décennies, la critique de la politique française est un *leitmotiv* des gouvernants et opposants africains. C'est notamment le cas des gouvernements africains en difficulté. Il peut s'agir de pays faillis, dont l'administration est déliquescente, l'économie en ruines et où l'insécurité est généralisée, mais aussi de régimes tout simplement en butte à un fort mécontentement de leur population. Ces gouvernements choisissent d'imputer leur situation générale à la France et d'en faire le bouc émissaire systématique de leurs malheurs passés, présents et même futurs. En dénonçant le « complot français », ils apportent une explication toute faite au mécontentement populaire et lui fournissent une cible de choix. La politique française devient la mère de tous leurs maux, ce qui présente l'avantage de les exonérer de toute responsabilité.

Le ressentiment contre la politique française a été utilisé comme ressource politique par des dirigeants africains pour se défaire de leurs propres responsabilités à de multiples reprises ces dernières années. Lors de l'apparition des djihadistes de Boko Haram au nord du Cameroun en 2014, certains acteurs politiques et médiatiques de ce pays ont expliqué qu'il s'agissait d'un complot contre le régime ourdi conjointement par la France et

les élites camerounaises de cette région⁴². Cette thèse était soi-disant prouvée par l'équipement des djihadistes avec des armes françaises – accusation portée à la fois par les autorités gouvernementales tchadiennes et camerounaises⁴³. Si cette thèse fournissait une grille d'interprétation populaire de l'émergence et des succès l'offensive de Boko Haram, elle avait aussi un objectif politique : désigner les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur du régime camerounais. Elle fut d'ailleurs complaisamment relayée par les cercles dirigeants⁴⁴. À noter qu'au Nigeria, à la même époque, se développait une rhétorique complotiste identique expliquant que Boko Haram était une conspiration de Washington pour affaiblir et diviser le pays⁴⁵. Les mêmes raisonnements complotistes voyagent d'un pays à un autre en changeant simplement la désignation des comploteurs. Cette grave accusation portée à la fois par les autorités gouvernementales tchadiennes et camerounaises contre la France intervenait un an après l'organisation d'un sommet international spécial à Paris sur la menace de Boko Haram et auquel participaient les présidents tchadien et camerounais.

Le « complot français » sert non seulement à expliquer les conflits mais aussi à justifier les dérives anti-démocratiques de certains présidents. En 2017, le président tchadien Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990, avait ainsi déclaré devant des journalistes français incrédules que le changement de la Constitution lui permettant de rester au pouvoir avait été concocté à son insu par les autorités françaises ! Ayant promis de quitter le pouvoir lors d'un précédent mandat, il imputait dans cette interview télévisée qui a fait date le reniement de sa promesse à la pression du gouvernement français. Il se disculpait ainsi auprès du peuple tchadien en expliquant qu'il restait président contre son gré à la demande de Paris⁴⁶ !

42. M.-E. Pommerole, « Les violences dans l'Extrême-Nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politiques », *Politique africaine*, vol. 2, n° 138, 2015.

43. Le ministre tchadien de la Communication avait exprimé publiquement cette accusation : « Armement de Boko Haram : Le Tchad indexe la France », *Cameroon Info*, 6 mars 2015 et « Cameroun - Armes fournies à Boko Haram : La France s'explique après les accusations du Tchad », *Cameroon Info*, 10 mars 2015. Pour un exemple de la rhétorique du complot français dans la presse camerounaise : R. Atangana, « Comment la France brouille le jeu contre Boko Haram », Opinions, disponible sur : <http://opinioncameroun.blogspot.com> (consulté en mai 2023).

44. J.-D. Engo, « France-Cameroun : cette accusation "d'intelligence avec Boko Haram" savamment orchestrée par Yaoundé », Billet de Blog – Club Médiapart, 23 février 2015.

45. « Boko Haram and Those Conspiracy Theories », *The Cable*, 9 novembre 2014 et « Boko Haram Attacks Are International Conspiracy to Split Nigeria – Army », *Sahara Reporters*, 2 décembre 2020.

46. Pour voir cette célèbre interview mise en ligne le 25 juin 2017 et consulté en mai 2023 : www.youtube.com. Dans la presse tchadienne : « Tchad : "La France est intervenue pour changer la constitution" en 2005, selon Idriss Déby », *Al Whida*, 25 juin 2017. Lors de sa diffusion, cette interview avait provoqué de nombreuses réactions : voir notamment : « Idriss Déby accuse la France d'avoir modifié la Constitution pour le maintenir au pouvoir », *RFI*, 3 juillet 2017.

Le complot français selon l'opposition : l'exemple sénégalais

Du côté des oppositions africaines, la même rhétorique sur le « complot français » prévaut souvent. Elle sert aussi à expliquer les problèmes du pays, à accuser les gouvernants d'être les complices de la politique française et à rendre compte de l'impossibilité d'accéder au pouvoir. Plusieurs figures de l'opposition sénégalaise (Guy Marius Sagna et Ousmane Sonko) illustrent cette stratégie politique.

Ancien fonctionnaire, inspecteur principal des impôts et des domaines, administration au sein de laquelle il a créé un syndicat autonome, Ousmane Sonko s'est fait un nom en dénonçant les malversations de personnalités publiques, ce qui lui a valu une révocation de la fonction publique. Il est entré en politique en 2014, en créant un parti avec d'autres jeunes fonctionnaires, les Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité. Ce parti, accusé par ses adversaires d'être proche des islamistes⁴⁷, tient un discours conservateur en matière de mœurs, célèbre les « valeurs sénégalaises », dénonce la corruption du pouvoir, le coût de la vie, la spoliation des terres des agriculteurs et développe une rhétorique anti-impérialiste qui vise directement la France. En 2019, Ousmane Sonko s'est présenté aux élections présidentielles et a réalisé un score de 15,67 % des voix, devenant alors un des personnages centraux de la vie politique sénégalaise. Il a accusé directement le frère du président sénégalais (Aliou Sall) de fraudes fiscales, pointé des problèmes de détournement au Trésor public et dénoncé le coût du Train express régional (TER)⁴⁸. Depuis mars 2021, à la suite d'une plainte pour viol, puis d'une plainte pour diffamation du ministre du Tourisme, il apparaît aux yeux de nombreux Sénégalais comme la victime d'une machination politico-judiciaire. Durant la présidence de Macky Sall, les leaders de l'opposition ou les possibles candidats à l'élection présidentielle comme Karim Wade et Khalifa Sall ont en effet souvent été poursuivis. Ses convocations par la justice sénégalaise ont donné lieu à des mobilisations partisans violemment réprimées à Dakar et dans d'autres villes. Il fait figure de principal challenger du président Macky Sall dans la perspective de la prochaine élection en 2024 qui s'annonce d'ores et déjà problématique. En effet, le président Macky Sall sera alors parvenu au terme de ses deux mandats constitutionnels, mais il laisse planer le doute sur son intention de se représenter une troisième fois⁴⁹. Dans ce contexte tendu, Ousmane Sonko et ses partisans reprochent aux autorités françaises de soutenir le président Macky Sall⁵⁰, appelé parfois

47. « Dié Maty Fall : "Sonko est le cheval de Troie pour une stratégie de conquête islamique du Sénégal par le haut" », 30 avril 2023.

48. « Sénégal : Ousmane Sonko, un sérieux adversaire politique du président Macky Sall », *AFP-France Info*, 9 mars 2021.

49. « Sénégal : "Plus vite Macky Sall annoncera qu'il n'est pas candidat, plus vite il apaisera les tensions" », *RFI*, 16 mai 2023.

50. « Interrogé par RFI et France 24, Ousmane Sonko balance ses vérités aux Français », *Sene.News*, 6 janvier 2023.

localement le « sous-préfet⁵¹ ». Sa condamnation, en juin 2023, à deux ans de prison le disqualifie pour la prochaine présidentielle. À l'annonce du verdict, des manifestations violemment réprimées se sont déroulées dans les principales villes. Au moment où nous écrivons ces lignes, plus de vingt morts sont à déplorer.

Autre homme politique sénégalais en vue, Guy Marius Sagna, – un député qui a dirigé la campagne de la coalition d'Ousmane Sonko aux élections législatives de 2017 et a soutenu sa campagne présidentielle de 2019⁵² – expliquait le sens de son combat : « Et je pense que le président Macky Sall et l'impérialisme savent que si rien n'est fait fondamentalement, le cinquième président s'appelle Ousmane Sonko, [c'est-à-dire] la victoire d'une famille politique anti-impérialiste. [...] La France impériale n'acceptera jamais que ses anciennes colonies sortent du pré carré. Le Sénégal, c'est la "vitrine démocratique" de la Françafrique ; la Côte d'Ivoire, c'est la "vitrine économique" de la Françafrique. Nous sommes des piliers de la Françafrique. Si un seul de ces deux pays sort, la Françafrique s'écroule, le franc CFA s'écroule. C'est ça l'enjeu. ⁵³ » La future élection présidentielle sénégalaise est donc d'ores et déjà interprétée à l'aune du « complot français ». On peut d'ailleurs prévoir l'effet désastreux, dans l'opinion publique sénégalaise, qu'un juriste français ait été consulté par le président Macky Sall pour lui poser la question de la constitutionnalité d'un éventuel troisième mandat⁵⁴. Même si cet universitaire a été contacté à titre personnel et que son analyse favorable à une troisième candidature du président Macky Sall ne reflète pas la position des autorités françaises sur cette question éminemment politique, cette consultation viendra alimenter le sentiment que le président Sall est *a minima* soutenu par Paris, voire qu'il est une sorte de pion français dans l'échiquier africain.

Outre le complot français pour prolonger le pouvoir de Macky Sall, les partisans d'Ousmane Sonko jouent aussi sur le mécontentement socio-économique dans la jeunesse sénégalaise et en rendent responsable la politique française. Tel est le cas du Front pour une révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine (FRAPP), appelé aussi « FRAPP France dégage » dont Guy Marius Sagna est une des figures de proue. Comme l'explique le journal sénégalais *Seneplus* : « Le [...] FRAPP est né en 2017 d'une jonction entre dix-sept organisations autour d'une campagne dénommée "Pour la souveraineté monétaire, France Dégage"⁵⁵ ». De même des plateformes citoyennes comme *Aar Li nu Bokk* dénoncent un lien étroit entre le régime de Macky Sall, son supposé soutien par Paris et les intérêts des

51. « Un an après les émeutes de Dakar, radioscopie du sentiment antifrçais », *Le Monde diplomatique*, 8 mars 2022.

52. « Sénégal : Guy Marius Sagna, une certaine idée de la lutte », *Jeune Afrique*, 13 août 2020.

53. « Guy Marius Sagna : "Un Sénégal souverain ne se fera que dans une Afrique unie" », *Mediapart* – Billet de blog de Florian Bobin, 7 mai 2021.

54. « 3e mandat : Macky Sall consulte un juriste français », *Seneweb*, 21 mai 2023.

55. « À propos du concept "France dégage" », *SenePlus*, 2 août 2019.

entreprises françaises présentes au Sénégal. De ce fait, des campagnes contre certaines entreprises françaises ont été lancées⁵⁶ et des enseignes françaises ont été attaquées lors des manifestations de mars 2021⁵⁷.

Toutefois Ousmane Sonko, dans ses dernières déclarations publiques, a tempéré ses critiques vis-à-vis de la France et n'appelle plus à une rupture comme par le passé, prenant soin de distinguer l'État français du peuple français contre lequel ni lui ni ses soutiens n'ont le moindre grief⁵⁸.

Crise et critique de la politique française : l'exemple centrafricain

Comme l'indiquent les exemples précédents, la mise en accusation de la politique française s'épanouit en temps de crise, dans une stratégie classique de désignation d'un bouc émissaire. La Centrafrique étant un pays en crise structurelle, elle constitue un excellent observatoire de la maturation d'un ressentiment puissant contre la politique française et de son instrumentalisation politicienne. Dans ce pays, ce ressentiment a été entretenu pendant plusieurs décennies par les autorités gouvernementales pour devenir maintenant une figure obligée du discours public. En ravivant le souvenir du renversement armé de Bokassa par l'armée française en 1979, plusieurs présidents centrafricains ont dénoncé un complot français dès qu'ils se sentaient menacés par des rébellions. À dix ans de distance, la fin des présidences de Patassé (2003) et Bozizé (2013), tous deux chassés par des mouvements rebelles, a ainsi été caractérisée par une forte paranoïa anti-française et des déclarations hostiles plus ou moins publiques⁵⁹. La paranoïa anti-française des dirigeants a ressurgi à Bangui pendant la présidence Touadéra et donne lieu à des prises de position, sur les réseaux sociaux notamment, exacerbées en sous-main par les autorités gouvernementales et leur allié russe, le groupe Wagner. Si les membres du gouvernement se gardent généralement de propos publics anti-français, ils n'en sont pas avarés en privé et certains leaders d'opinion connus comme leurs porte-paroles officieux en font leur fonds de commerce avec leur bénédiction.

Griotisme anti-français

En Centrafrique, Fidèle Gouandjika, Didacien Kossimatchi et Héritier Doneng sont à la fois les principaux porte-étendards du régime et promoteurs du discours anti-français. Sur la scène politique centrafricaine, leur rôle est à la fois de porter le fer contre l'opposition et la France. Fidèle Gouandjika est un des

56. Par exemple la campagne « Auchan dégage », lancée par le FRAPP. « Sénégal : Auchan accusé de nuire au petit commerce », *Jeune Afrique*, 4 juillet 2018.

57. « Sénégal : les pillages d'enseignes françaises ravivent la question des intérêts français », *TV5 Monde*, 7 mars 2021.

58. Voir notamment son interview sur *France 24* du 6 janvier 2023.

59. Ange-Félix Patassé a été chassé du pouvoir par une rébellion menée par le général Bozizé qui a lui-même été chassé du pouvoir dix ans plus tard par une autre rébellion. « Centrafrique : Bozizé appelle Paris à l'aide », *Europe 1*, 26 décembre 2012.

ministres conseillers du président Touadéra et un vieil acteur de la scène politique centrafricaine. Enseignant chercheur à l'université de Bangui, Didacien Kossimatchi est le président d'associations pro-gouvernementales (Talitha Koum et la plateforme Galaxie nationale⁶⁰) qui ont joué un rôle clé de mobilisation durant la campagne électorale du président en 2020. Directeur de cabinet du ministre des Sports, Héritier Doneng est le coordonnateur du mouvement pro-gouvernemental, le Front républicain qui fait campagne pour une révision de la constitution depuis 2021, notamment en initiant une pétition pour un référendum constitutionnel⁶¹. Alors qu'Héritier Doneng est le représentant de la jeunesse pro-régime, Fidèle Gouandjika et Didacien Kossimatchi ont derrière eux un long passé de griotisme et de nomadisme politiques. Durant la présidence de François Bozizé, maintenant ennemi juré du président Touadéra, ils appartenaient au parti présidentiel (le KNK) et faisaient l'éloge du président Bozizé. Par ailleurs, Héritier Doneng et Blaise Kossimatchi ont joué un rôle majeur dans la milice pro-Touadéra des Requins créée pour intimider les opposants durant la campagne électorale de 2020.

En sus des menaces quotidiennes contre les opposants au régime, ils dénoncent quasi quotidiennement le « complot historique » de la France contre la Centrafrique. Dans un communiqué du 22 août 2021, le mouvement Talitha Koum⁶² accusait la France d'alimenter la crise en République centrafricaine⁶³, voire de préparer « l'assassinat du chef de l'État⁶⁴ ». Tribun présent sur tous les fronts médiatiques, Blaise Kossimatchi incarne publiquement la ligne anti-française et pro-russe⁶⁵ : il surenchérit à chaque moment de tension entre Paris et Bangui⁶⁶ et s'est illustré en tenant des propos incendiaires (au sens littéral comme au sens figuré du terme) contre les intérêts français en Centrafrique. Outre la demande du départ des « troupes d'occupation néocoloniale française en Centrafrique⁶⁷ », il a menacé les militaires français et incité à rompre les relations diplomatiques entre les deux pays, à envahir l'ambassade de France à Bangui et à incendier les stations de carburant de TotalEnergies à Bangui⁶⁸. N'ayant pas été avare d'appels à la violence contre les intérêts français à Bangui en 2022, Blaise Kossimatchi a débuté l'année 2023 en suggérant le départ de

60. Initialement appelée Galaxie nationale, l'association a été rebaptisée Galaxie panafricaine.

61. « Centrafrique : une pétition lancée pour un référendum constitutionnel », *RFI*, 26 septembre 2022.

62. « Talitha-Koum Centrafrique célèbre ses trois ans d'existence sur l'échiquier associatif centrafricain », *Le Potentiel centrafricain*, 27 juin 2021.

63. « La France accusée d'alimenter la crise sécuritaire en Centrafrique », *Actu Cameroun*, 23 août 2021.

64. « Je ne peux pas fermer les yeux sur tout ce qui va à l'encontre des intérêts du peuple centrafricain », *Radio Ndeke Luka*, 17 mai 2022.

65. « Centrafrique : Blaise Didacien Kossimatchi, griot anti-français et pro-Wagner de Touadéra », *Jeune Afrique*, 17 août 2022 ; « Didacien Kossimatchi, ce "proche" de Touadéra qui inquiète », *DW*, 15 septembre 2022.

66. « RCA : la Galaxie nationale demande au MAE de convoquer l'ambassadeur de France », *Ndjoni Sango*, 9 novembre 2022.

67. « Déclaration : Talitha Koum Centrafrique dénonce la présence des troupes d'occupation néocoloniale française en Centrafrique », *Centrafrique Info*, 26 juin 2020.

68. « Centrafrique : la Galaxie nationale menace de s'en prendre à des opposants politiques et militaires français basés à Bangui », *Radio Ndeke Luka*, 29 mai 2022.

l'ambassadeur de France (« architecte du coup d'État en préparation... ainsi que de toutes les ONGs françaises identifiées et localisées ») et le dépôt d'une plainte contre la France à la Cour pénale internationale « pour violation récurrente du territoire centrafricain afin de déstabiliser les institutions républicaines et instaurer un ordre nouveau⁶⁹ ».

Pression médiatique et influence étrangère

En Centrafrique, certains médias ont fait du discours anti-français leur principale ligne éditoriale. Trois d'entre eux se singularisent dans ce domaine : Lengo Songo, en français « cohésion sociale », *le Potentiel Centrafricain*, et *Ndjoni Sango* (« bonne nouvelle »). Lengo Songo est une station de radio employant un peu plus d'une vingtaine de journalistes, couvrant 60 % du territoire centrafricain et bénéficiant d'une forte audience. Le deuxième média est un site d'informations en ligne et le troisième est un site d'informations en ligne et en version papier, très relayé sur Facebook⁷⁰. Ces médias mettent systématiquement en avant le complot des autorités françaises contre la Centrafrique avec des titres accusatoires sans ambiguïté :

« La France déterminée à nuire à la République centrafricaine⁷¹ »

« Quand la France veut maintenir la RCA dans la misère⁷² »

« RCA : attaque de Bossangoa, les manigances de la France pour nuire à l'économie⁷³ »

« Un groupe de communicateurs financé par l'ambassade de France contre le régime de Bangui⁷⁴ »

« Le Quai d'Orsay cherche à utiliser la diaspora de France pour déstabiliser le pouvoir de Bangui par le biais de la cour constitutionnelle⁷⁵ »

À l'instar des griots politiques, ces médias imputent les malheurs de la Centrafrique aux autorités françaises qui ne cessent de comploter :

« Personne ne peut tromper le peuple centrafricain sur la politique extérieure de la France qui est celle de diviser pour mieux régner. À vrai dire, la France est spécialiste et experte en matière des coups bas politiques, coups d'État, rébellions et autres stratégies de déstabilisation des institutions.

69. Communiqué de presse n° 2, 2023, Plateforme de la Galaxie Panafricaine. « RCA : la Galaxie panafricaine exige le départ de l'ambassadeur de France », *Ndjoni Sango*, 15 janvier 2023.

70. Disponible sur : <https://fr-fr.facebook.com> (consulté en mai 2023).

71. « La France déterminée à nuire à la République centrafricaine », *Ndjoni Sango*, 17 novembre 2022.

72. « Quand la France veut maintenir la RCA dans la misère », *Ndjoni Sango*, 19 novembre 2022.

73. « RCA : attaque de Bossangoa, les manigances de la France pour nuire à l'économie », *Ndjoni Sango*, 29 novembre 2022.

74. « Un groupe de communicateurs financés par l'Ambassade de France contre le régime de Bangui », *Le Potentiel centrafricain*, 19 septembre 2022.

75. « Le Quai d'Orsay tente d'utiliser la diaspora de France pour déstabiliser le pouvoir de Bangui par le biais de la Cour constitutionnelle », *Le Potentiel centrafricain*, 12 septembre 2022.

Chaque dix ans en Centrafrique, le pays est victime de coup d'État ou de rébellions armées.⁷⁶ »

Ces médias ciblent toutes les organisations françaises, qu'elles soient publiques ou privées. En premier lieu, les agissements de l'ambassade de France sont interprétés par ces médias comme autant de manœuvres de déstabilisation : soutien à l'opposition⁷⁷, fourniture d'armes aux rebelles⁷⁸, infiltration d'espions. Depuis quelques années, les « affaires d'espions » français se succèdent et défraient la chronique à Bangui. Après l'affaire Raineteau⁷⁹, les autorités centrafricaines ont déclaré avoir découvert d'autres agents déstabilisateurs en la personne d'un ancien militaire français résidant en Centrafrique et d'un Français vivant au Cameroun⁸⁰. L'arrivée au début de l'année de deux anciens militaires français travaillant pour les Nations unies a été immédiatement interprétée comme une nouvelle tentative de déstabilisation et a donné lieu à des diatribes anti-françaises⁸¹. Radio France Internationale est présentée comme étant la voix du gouvernement français et qualifiée de « radio mille collines », en référence à la radio ayant appelé au génocide au Rwanda. Les rares sociétés françaises encore présentes en Centrafrique figurent aussi parmi les cibles de ces médias et des réseaux sociaux qui amplifient leurs messages. TotalEnergies, qui avait encore quelques stations d'essence à Bangui et a désormais amorcé son retrait, a été accusé d'être à l'origine de la pénurie d'essence en 2022⁸² ; la filiale centrafricaine de Bolloré Transport & Logistics, la Socatraf, a été décrite comme une entreprise esclavagiste⁸³ ; les filiales centrafricaines du groupe Castel, la brasserie Mocaf et la compagnie sucrière Sucaf, sont décriées comme des « sociétés terroristes⁸⁴ », accusées de créer des pénuries artificielles, de gonfler les prix et d'intoxiquer les consommateurs⁸⁵. La Sucaf aurait, en effet, à l'instar d'entreprises forestières dénoncées dans un

76. « Le départ des derniers militaires Français de Centrafrique un ouf de soulagement », *Lengo Songo*, 28 décembre 2022.

77. « Un groupe de communicateurs financés par l'Ambassade de France [...] », *op. cit.*

78. « L'Ambassade de France en Centrafrique collabore-t-elle avec les rebelles ? », *Lengo Songo*, 26 janvier 2022.

79. « Loire-Atlantique : Dans Barbouze ?, l'accusé de Bangui livre sa vérité », *L'Hebdo de Sèvre et Maine*, 30 novembre 2021.

80. « En Centrafrique, un Français accusé d'espionnage entame une grève de la faim », *Le Monde*, 12 septembre 2022 ; « La Centrafrique annonce des poursuites contre un Français résidant au Cameroun », *Africa 24*, 8 novembre 2022.

81. « Deux espions Français dans le viseur de la police centrafricaine », *Lengo Songo*, 12 janvier 2023.

82. « Faux, le groupe Total n'est pas responsable de la pénurie de carburant que connaît la République centrafricaine », *Radio Ndeke Luka*, 29 juin 2022.

83. « Centrafrique : la justice met un terme aux turpitudes de la société esclavagiste SOCATRAF », *Le Potentiel centrafricain*, 31 janvier 2022.

84. « RCA : La société MOCAF finance des troubles et rébellions », *Le Potentiel centrafricain*, 12 janvier 2023.

85. « Le monopole de la bière en Afrique : MOCAF intoxique ses propres consommateurs ? » *TogoMedia24* ; « Centrafrique : pénurie de bière locale, la brasserie MOCAF brise le silence et apporte des éclaircissements », *Radio Ndeke Luka*, 10 mars 2021.

rapport de Global Witness⁸⁶, consenti des facilités à un groupe armé⁸⁷ pour poursuivre son activité, ce qui a conduit à une violente campagne médiatique contre elle en RCA et alimente le discours anti-français⁸⁸.

Cependant, le discours anti-français n'est pas le discours officiel. Plusieurs communiqués de presse du gouvernement centrafricain soulignent ainsi que les propos de Didacien Kossimatchi ne reflètent pas la position des autorités centrafricaines – ces propos étant même qualifiés⁸⁹ de « déclarations tendancieuses » par la ministre des Affaires étrangères. Cette distanciation permet aux autorités centrafricaines de tirer parti de la désignation d'un bouc émissaire tout en se ménageant la possibilité de nier leur responsabilité dans la promotion du discours anti-français en l'imputant à des « voix de la société civile ». Dans les faits, le discours anti-français est officieusement assumé, validé et encouragé par les autorités, notamment au sein du premier cercle du président⁹⁰.

Convergence d'intérêts russo-africains

En Centrafrique et ailleurs, l'exacerbation du discours anti-français et le rapprochement avec la Russie ont étrangement coïncidé. 2018 a été l'année charnière qui a vu naître une médiasphère centrafricaine francophobe et pro-russe. Cette « coïncidence » révèle le rôle majeur joué par le groupe Wagner dans la médiatisation à outrance du sentiment anti-français. La prise en main d'une partie du secteur médiatique centrafricain par les agents du groupe Wagner est maintenant largement documentée. Depuis l'une des premières études publiées sur ce sujet par l'Ifri⁹¹, les informations se sont accumulées et la stratégie de communication du groupe Wagner en Centrafrique est clairement établie et documentée⁹².

Un des axes de cette stratégie consiste à exacerber le sentiment anti-français dans l'opinion publique. Pour ce faire, une cellule de communication russe a été mise en place à la présidence dès 2018 et des « assistants en relations publiques » russes ont recruté dans le milieu médiatique local⁹³. Des médias et leaders d'opinions centrafricains ont été financés par le réseau d'affaires de

86. « Blood Timber », *Global Witness*, 15 juillet 2015.

87. « Centrafrique : le groupe Castel sous le coup d'une enquête pour complicité de crimes contre l'humanité », *Le Monde*, 12 juillet 2022.

88. « Plusieurs manifestations de Centrafricains pour boycotter les produits Castel en RCA », *Le Potentiel centrafricain*, 24 janvier 2023.

89. Communiqué de presse, ministre des Affaires étrangères, 23 décembre 2022.

90. Entretien téléphonique, Bangui, janvier 2023.

91. S. Jendoubi, « Panorama de la presse centrafricaine. Entre pauvreté et politique d'influence », *Notes de l'Ifri*, Ifri, octobre 2019.

92. N. Dukhan, « Central African Republic : Ground Zero for Russian Influence in Central Africa », Atlantic Council, octobre 2020 ; F. Backman, « Afrique : Russie-Centrafrique, cinéma et guerre informationnelle », Fondation Jean Jaurès, 28 juin 2021 ; C. Clifford et S. Grudz, « Russia and African Media: Exercising Soft Power », South African Institute for International Affairs, février 2022.

93. *Ibid.*

Prigojine (par exemple, Lengo Songo et Ndjoni Sango⁹⁴) et les réseaux sociaux ont servi de caisse de résonance à leur discours francophobe. Des faux et vrais comptes Facebook pro-russes amplifient la diffusion de leurs messages hostiles à la France⁹⁵. Autre indice du lien entre l'expansion du discours anti-français et l'émergence d'un discours pro-russe, les griots précédemment cités répètent aussi les éléments de langage du gouvernement russe sur l'invasion de l'Ukraine⁹⁶. En définitive, la propagande russe et la prise de contrôle d'une partie du secteur de l'information ont été facilitées par la préexistence de la théorie du complot de la France contre la Centrafrique et la marchandisation de l'information – une pratique fréquente dans les médias africains⁹⁷.

Cette coïncidence entre l'amplification médiatique du discours anti-français et le rapprochement avec la Russie a aussi été remarquée dans d'autres pays tels que le Mali⁹⁸, le Burkina Faso et plus récemment la République démocratique du Congo (RDC). À la fin de l'année 2022, dans le contexte de la confrontation entre l'armée congolaise et le mouvement rebelle M23, les réseaux sociaux en RDC ont été inondés par des nouvelles selon lesquelles la France bloquerait les livraisons d'équipements militaires à l'armée congolaise et livrerait des armes au M23. Cette campagne médiatique est intervenue en 2022, juste après la réactivation des relations entre Kinshasa et Moscou (création d'une chambre de commerce russo-congolaise pendant l'été 2022, négociations d'un contrat de livraisons d'armes, visite d'une délégation de parlementaires russes, etc.).

Les convergences que l'on peut observer dans certains pays dans le champ médiatique peuvent se lire également dans les réseaux sociaux. Les analyses quantitatives des réseaux sociaux burkinabè et maliens réalisées par la société Bloom Social Analytics démontrent indubitablement des accointances entre sphères néo-panafricanistes, gouvernementales et pro-russes.

94. « La zone grise, l'engagement militaire, mercenaire et criminel de la Russie en Afrique », Global Initiative against Transnational Organised Crime, février 2023 ; « Les mercenaires russes Wagner », Arte, 20 février 2023, disponible sur : www.youtube.com (consulté en mai 2023).

95. « Removing Coordinated Inauthentic Behavior from France and Russia », Meta, 15 décembre 2020.

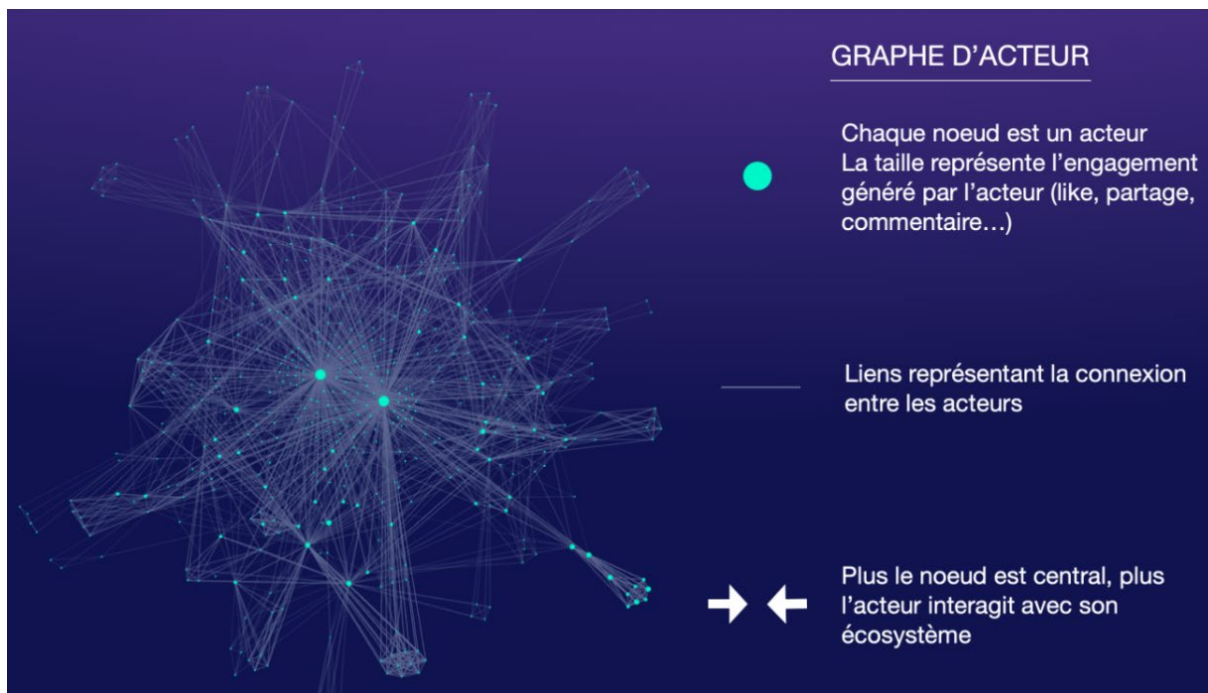
96. « Des Centrafricains soutiennent l'invasion russe de l'Ukraine », *Africanews*, 7 mars 2022.

97. S. Jendoubi, « Panorama de la presse centrafricaine. Entre pauvreté et politique d'influence », *op. cit.*

98. M. Audinet et E. Dreyfus, « La Russie au Mali, une présence bicéphale », IRSEM, septembre 2022.

Sahel : Les convergences à travers les graphes d'acteurs de réseaux sociaux (une étude de Bloom Social Analytics)

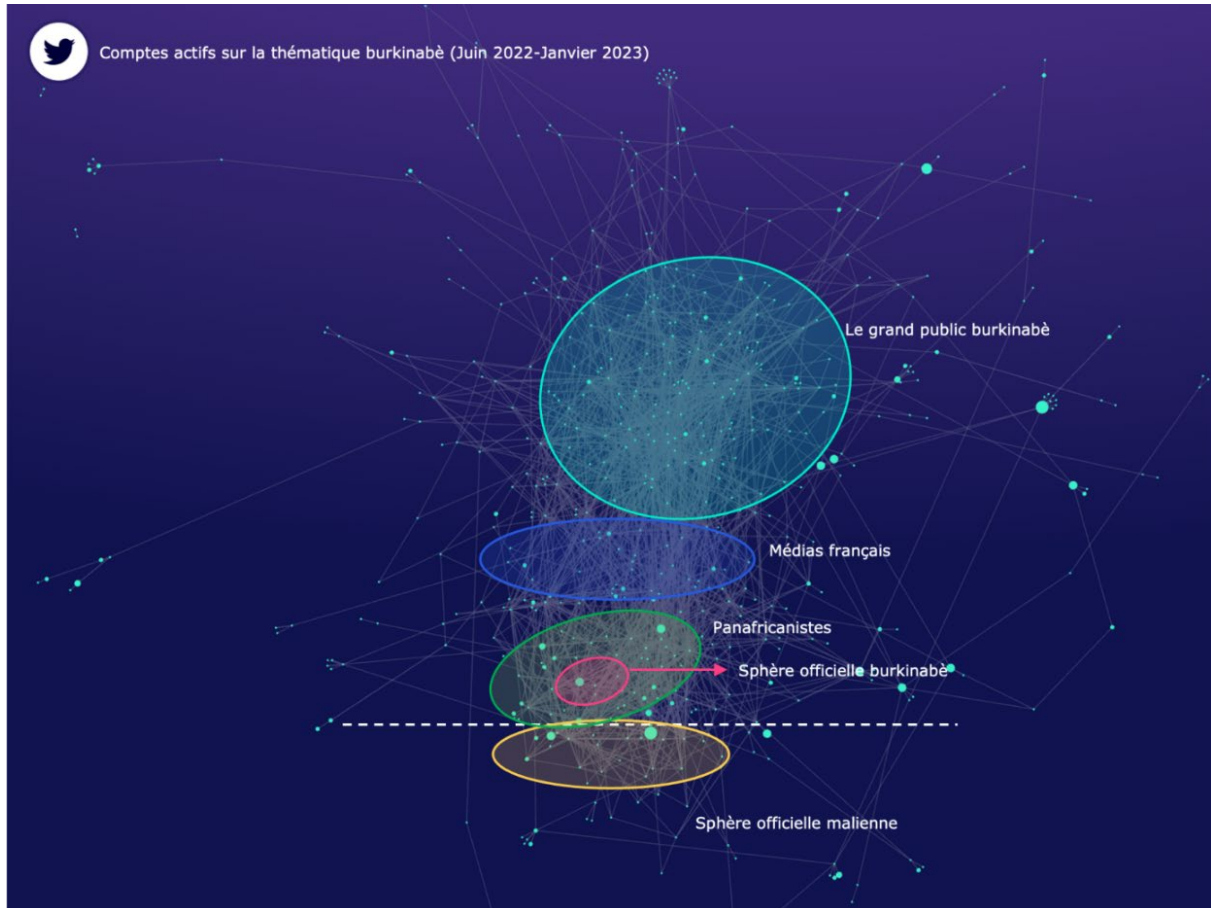
Figure 2 : Le graphe d'acteurs, outil d'analyse des réseaux sociaux (Bloom Social Analytics)



La société Bloom Social Analytics a collecté toutes les mentions du Burkina Faso, du Mali et des termes associés à ces pays (noms de capitales, personnalités locales, etc.) sur les réseaux sociaux publics (Facebook, Twitter, YouTube, TikTok, Instagram) entre juin 2022 et janvier 2023, ainsi que l'ensemble des interactions liées à ces documents (RT, likes, partages, commentaires, etc.).

Plus de 3 millions de documents (publications) qui ont généré plus de 57 millions d'engagements (likes, partages...) ont été collectés. Cette collecte permet de déterminer des graphes d'interactions entre les différents comptes ayant pris la parole sur ces sujets. Les graphes d'interactions se composent de comptes actifs sur une thématique durant une période de temps. Les nœuds représentent des comptes et sont connectés par des liens d'interaction (qui peuvent être des likes, des réponses, des partages...). La taille d'un nœud démontre l'importance de l'acteur sur la thématique : un gros nœud signifie qu'un compte génère beaucoup d'activité. La centralité d'un nœud détermine son rôle dans les conversations : plus un nœud est central, plus le compte est considéré comme un acteur influent dans les conversations.

**Figure 3 : Thématique burkinabè sur Twitter
(Bloom Social Analytics)**

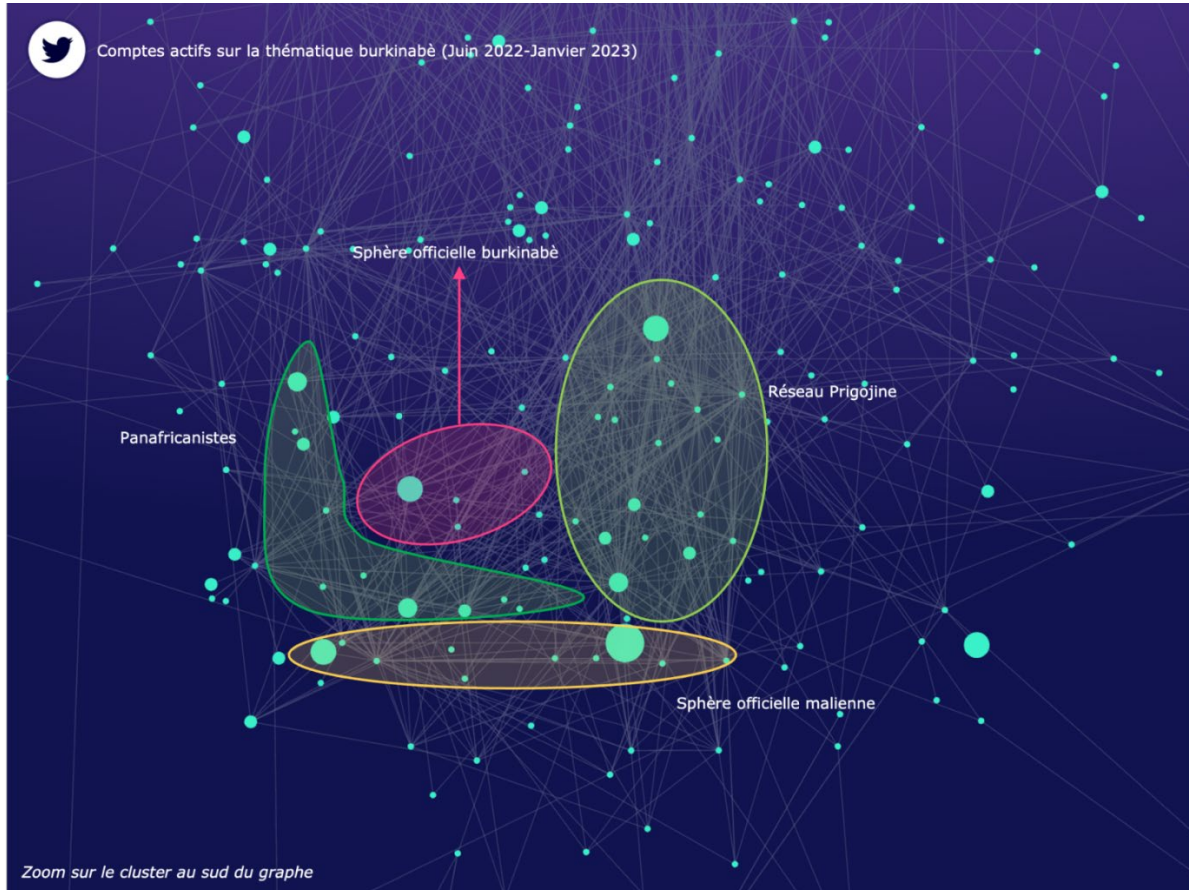


Thématique burkinabè : il s'agit de toutes les publications sur les réseaux sociaux ayant des termes associés au Burkina Faso (le nom du pays, la capitale, les personnalités politiques...).

De juin 2022 à janvier 2023, 3,6 millions d'acteurs actifs uniques ont pris la parole sur les thématiques du Burkina Faso. Les comptes panafricanistes proches de la Russie entourent la sphère officielle burkinabè et sont également très proches de la sphère officielle malienne : ces trois groupes sont liés par les audiences locales, à savoir les comptes localisés dans le pays.

Notons tout de même qu'une grande partie du public burkinabè sur Twitter utilise les médias français. Les attaques et les campagnes de diffamation des panafricanistes à l'encontre des médias français expliquent leur proximité sur le graphe : plus les panafricanistes interagissent avec les publications des médias français (commentaire, partage, RT...), plus ils seront positionnés à proximité de ces comptes sur le graphe.

Figure 4 : Burkina sur Twitter, focus sur la sphère panafricaniste (Bloom Social Analytics)

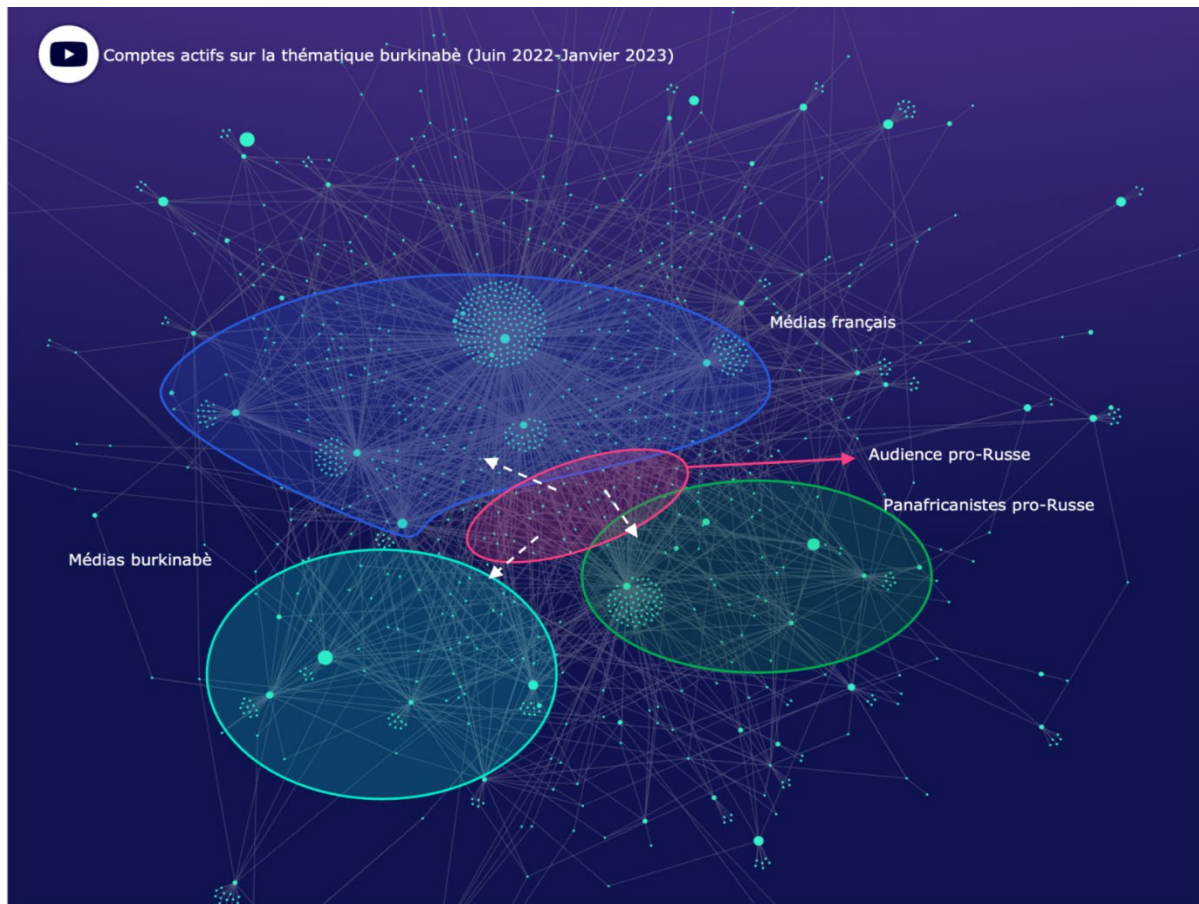


Un focus sur la sphère panafricaniste permet d'observer la présence de deux types d'acteurs :

- d'un côté, des acteurs et des comptes liés au réseau Prigojine (financement, soutien *via* l'amplification inorganique de contenus) ;
- de l'autre, des comptes se revendiquant du panafricanisme mais à l'idéologie souverainiste (« ni France, ni Russie »).

Il est possible d'observer plusieurs comptes passerelles qui lient ces différentes sphères.

Figure 5 : Thématique burkinabè sur YouTube (Bloom Social Analytics)



Sur YouTube, une communauté pro-russe se situe au centre des interactions et alimente les conversations à travers des commentaires de vidéos. Le graphe montre que cette audience pro-russe va à la fois :

- attaquer les médias français (*via* les commentaires sous les publications) ;
- amplifier le contenu des panafricanistes pro-russes ;
- soutenir et encourager la junte burkinabè.

Figure 6 : Thématique malienne sur Facebook (Bloom Social Analytics)

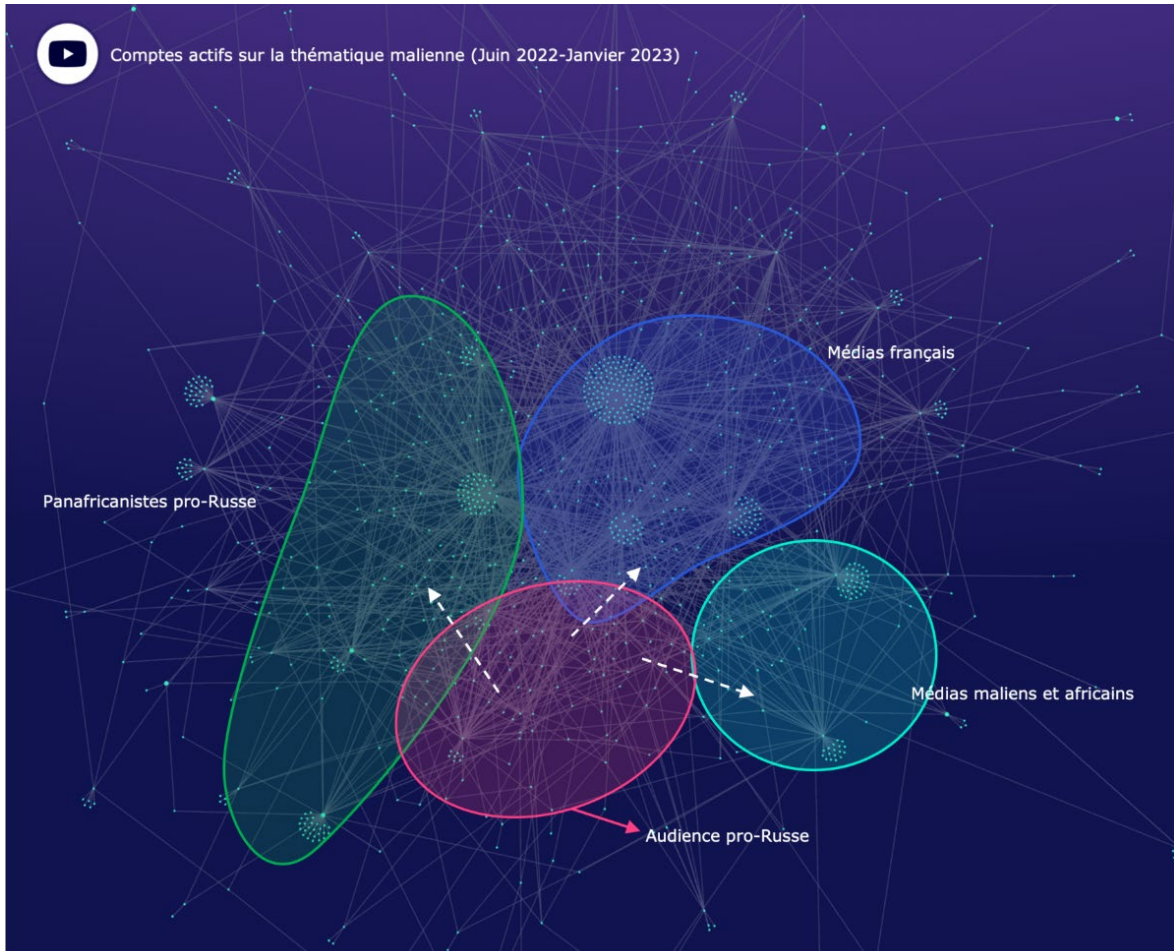


Au Mali, sur Facebook, on observe un chevauchement entre la sphère officielle malienne et la sphère des panafricanistes pro-russes ; les deux sphères partagent globalement la même audience (une audience qui interagit également avec les médias locaux souvent en soutien de la junte malienne).

Nous notons l'excentration de la sphère des ambassades et les organisations internationales ainsi que les soutiens à l'activiste Ras Bath⁹⁹. Leur éloignement topographique montre que les audiences de ces sphères ne sont pas les mêmes que celles des panafricanistes ou des soutiens au gouvernement malien.

99. Mohamed Youssouf Bathily, dit « Ras Bath », est un animateur malien de radio-télévision aux très nombreux sympathisants. Il est très critique des pouvoirs en place, y compris de la junte actuelle.

**Figure 7 : Thématique malienne sur YouTube
(Bloom Social Analytics)**



L'environnement YouTube au Mali est très similaire à ce qu'on a pu observer au Burkina Faso : une audience pro-russe très centrale qui alimente les comptes des panafricanistes pro-russes connus.

Ces mêmes comptes accusent la France d'ingérence et de néo-colonialisme sous les vidéos des médias français. Enfin, ils promeuvent une communication très favorable à la junte malienne sous les commentaires des vidéos des médias locaux traitant du sujet malien.

Convergence idéologique

Le rapprochement entre les acteurs africains anti-français et la Russie n'est pas qu'opportuniste : il prospère sur un fond idéologique partagé jusqu'au plus haut niveau de certains États, et qui relève de la révolution conservatrice¹⁰⁰. Tout comme Poutine en Russie, des régimes africains fragilisés par l'ajustement structurel et la revendication démocratique ont lancé un processus de restauration autoritaire célébrant l'autochtonie, mobilisant des institutions religieuses et stigmatisant, comme Poutine, les minorités sexuelles supposées soutenues par l'Occident. Mais cette orientation idéologique ne se limite pas aux régimes, le néo-panafricanisme emprunte largement au même registre.

100. J.F. Bayart, « L'Afrique au diapason de Vladimir Poutine ? », *AOC*, 21 septembre 2022.

Le rôle du néo-panafricanisme

Mouvement intellectuel et politique africain et nord-américain qui prône une vraie indépendance de l'Afrique ainsi qu'une solidarité entre peuples africains et afro-descendants, le panafricanisme connaît un renouveau souvent dénommé néo-panafricanisme¹⁰¹. Les discours anti-français sont amplifiés, voire exacerbés, dans l'espace public par les néo-panafricanistes qui proposent un brouet où complotisme, populisme, démagisme, désinformation et xénophobie sont les principaux ingrédients. Diffusés à travers les réseaux sociaux, ces discours basculent vite de la dénonciation de la politique française à la francophobie, du raisonnement à l'invective. Ces réquisitoires agressifs rencontrent une audience importante dans la jeunesse urbaine et offrent les « coupables » sur un plateau d'argent. Bien que de nombreux intellectuels africains soient sceptiques face à ces dérives qui desservent le panafricanisme¹⁰², le néo-panafricanisme est le discours le plus répandu et s'incarne dans une myriade d'organisations de la société civile très politisées¹⁰³. La convergence d'intérêts entre les milieux néo-panafricanistes et le régime poutinien est telle que certains d'entre eux peuvent être légitimement considérés comme des agents d'influence occasionnels ou durables de la Russie¹⁰⁴.

Les tribuns néo-panafricanistes

Kemi Seba, l'étoile centrale

Le plus emblématique et célèbre des néo-panafricanistes est Stelio Gilles Robert Capo Chichi *alias* Kemi Seba. Ce franco-béninois, né en France, s'est fait connaître dans les années 2000 à travers la *tribu Ka*. Son premier engagement militant, quelques années plus tôt, se fait dans la branche française de l'organisation américaine Nation of Islam. Il en épouse le cœur doctrinal à savoir la nécessaire séparation des « Blancs » et des « Noirs » qui, selon cette organisation comme d'autres prônant le Black Nationalism, ne

101. Y. Auque-Pallez, « Libérer l'Afrique ou se libérer soi-même ? Mobilisations politiques et identitaires des militants panafricanistes afrocentriques en Île-de-France », *Études de la Chaire Diasporas Africaines*, n° 2, Sciences Po Bordeaux et Université Bordeaux Montaigne, 2022, p. 1-99 ; R. Abrahamsen, « Internationalists, Sovereignists, Nativists: Contending Visions of World Order in Pan-Africanism », *Review of International Studies*, octobre 2019.

102. « Quand le panafricanisme devient le sectarisme », *Jeune Afrique*, 23 janvier 2022 ; « Panafricanisme : la panne africaniste », *Jeune Afrique*, 9 janvier 2021.

103. « Panafrican Awards : un échec pour un événement annoncé en grande pompe », *Le Potentiel*, 8 février 2023.

104. « Russie-Afrique : de Kemi Seba à Nathalie Yamb, les "influenceurs" pro-poutine du continent », *Jeune Afrique*, 31 mars 2022.

peuvent faire société¹⁰⁵. Il quitte ensuite le mouvement pour embrasser l'idéologie kémite, adoptant en 2002 le nom de Kemi Seba (l'étoile noire). Le kémitisme, né aux États-Unis, est fondé sur une réécriture de l'histoire de l'Égypte ancienne arguant que les premiers pharaons étaient noirs¹⁰⁶. Pour affirmer l'antériorité de la civilisation noire sur toutes les autres, les Kémites s'appuient notamment sur les travaux afro-centristes de l'intellectuel sénégalais Cheikh Anta Diop, qui ont pu être taxés de véritable « gobinisme¹⁰⁷ ». Kémi Séba s'est formé au kémitisme au début des années 2010 auprès du philosophe gabonais Grégoire Biyogo¹⁰⁸.

Kémi Séba connut des déboires judiciaires en France (il fut notamment condamné en 2007 pour antisémitisme¹⁰⁹) et subit la dissolution de son groupuscule, la *tribu Ka* créé en 2004 et interdit en 2008. Il prônait la ségrégation raciale et le retour des diasporas noires en Afrique, et ne rechignait pas à l'intimidation voire à la violence. Il fonde ensuite le Mouvement des damnés de l'impérialisme, plus tourné vers le panafricanisme, puis rejoignit un temps le *New Black Panther Party*, devenant le dirigeant de sa branche française. Il s'installe en Afrique de l'Ouest en 2011, travaille pour divers médias et organisations non gouvernementales (ONG) et fonde en 2015 Urgences Panafricanistes. Depuis, son audience a grandi au point d'être devenu le néo-panafricaniste le plus connu du monde francophone. Fin avril 2023, il comptait 168 000 abonnés sur Twitter, 211 000 sur sa chaîne Youtube (qui compte 181 vidéos), 247 000 abonnés sur Instagram (avec 801 publications) et 1,1 million d'abonnés à sa page Facebook.

De ses nombreux écrits et déclarations publiques¹¹⁰, se dégagent les idées suivantes qui forment son corpus idéologique :

1. Les noirs et les blancs doivent vivre séparés. Il prône le « refus du métissage, du cosmopolitisme et au contraire une valorisation de "l'ethno-différentialisme"¹¹¹ » ;
2. la diaspora noire doit se réinstaller en Afrique ;

105. T. Shelby, « Two Conception of Black Nationalism: Martin Delany on the Meaning of Black Political Solidarity », *Political Theory*, vol. 31, n° 5, octobre 2003, p. 664.

106. Sur ce courant de pensée qui provient des États-Unis et remonte au XIX^e siècle, lire : « Débat : L'Égypte noire est-elle une imposture ? », *The Conversation*, 6 mars 2023 ; « Égypte blanche, Égypte noire : histoire d'une querelle américaine », *The Conversation*, 11 janvier 2023.

107. M. Diop, « Ces auteurs qui ont lu et critiqué Cheikh Anta Diop », juillet 2022.

108. Grégoire Biyogo se présente comme égyptologue, historien de la philosophie et continuateur des travaux de Cheikh Anta Diop : <https://gregoire-biyogo-97.websself.net> (consulté en avril 2023).

109. « Kemi Seba (ex-tribu Ka) condamné pour propos antisémites », *Le Monde*, 29 juin 2007.

110. C. Premat, « Décoloniser les jeunesses africaines : le message politique diasporique de Kemi Seba », *Langues, Cultures, Communication*, Faculté de Lettres et Sciences Humaines – Université Mohamed 1er – Oujda – Maroc, vol. 4, n° 1, 2020, p. 113-126.

111. « L'alliance des extrémistes noirs et blancs », *Le Monde*, 23 septembre 2008.

3. pour se développer, l'Afrique doit s'affranchir définitivement de toutes tutelles, en particulier des tutelles occidentales et obtenir ainsi une vraie indépendance ;
4. il est pour un monde pluri-centré et contre « l'hégémonie occidentale » ;
5. Kémi Séba étant issu du monde francophone, le premier « ennemi » à combattre est pour lui l'État français et son influence délétère en Afrique. Pour ce faire, il opte pour l'action non violente¹¹².

Dans ses prises de paroles, il n'hésite pas à user du registre de la polémique et des raccourcis, mais il faut bien admettre qu'au regard du niveau rhétorique des autres néo-panafricanistes il fait figure d'intellectuel. Il a publié plusieurs livres¹¹³ et est incontestablement un tribun avec un certain charisme.

La lutte contre les influences occidentales en Afrique étant le cœur de son combat, Kémi Séba assume ses liens avec Moscou. Dans une vidéo datée de 2020¹¹⁴, il affirme avoir été invité une quarantaine de fois en Russie. Il a noué des relations avec des figures du régime russe, en l'occurrence :

- Evgueni Prigojine, patron du groupe Wagner. Ce dernier a « soutenu logistiquement » son association Urgences Panafricanistes pendant une dizaine de mois¹¹⁵.
- Alexandre Douguine, penseur traditionaliste considéré comme l'idéologue du régime de Poutine¹¹⁶.

Dans une publication du département d'État américain¹¹⁷ de novembre 2022, Kémi Séba est présenté comme un « porte-parole du projet colonial du Kremlin » et comme « colporteur de désinformation ». En octobre 2022, Kémi Séba était l'un des hôtes de marque de la conférence « *Russia-Africa. What is next ?* » organisée par l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, une université réputée, en présence du vice-ministre russe des Affaires étrangères, chargé de l'Afrique et du Moyen-Orient, Mikhaïl Bogdanov. Avant son interdiction en France, Kémi Séba était aussi un habitué des plateaux de Russia Today¹¹⁸.

112. « Politique. Kemi Seba, chanteur de la haine », *Courrier international*, n° 1670 du 3 au 9 novembre 2022.

113. K. Seba, *Philosophie de la panafricanité fondamentale*, Marseille, Fiat-Lux, 2023 ; K. Seba, *L'Afrique libre ou la mort*, Marseille, Fiat-Lux, 2018 ; K. Seba, *Supra-négritude*, Marseille, Fiat-Lux, 2018 ; K. Seba, *Black Nihilism*, Marseille, Fiat-Lux, 2019.

114. Kémi Séba, « Guerre Froide 2.0, Résistance africaine, alliance puis séparation avec la Russie », disponible sur : www.youtube.com (consulté en novembre 2022).

115. « “Projet Kemi” : quand Evgueni Prigojine finançait Kémi Séba pour servir ses ambitions africaines », *Jeune Afrique*, 30 mars 2023.

116. « Russie : Kémi Séba reçu par Alexandre Douguine, l'idéologue de Vladimir Poutine », *Bénin web news TV*, 13 décembre 2017 ; A. Douguine, « Alexandre Douguine : “Kémi Séba, espoir africain d'un monde multipolaire” », *Geopolitika.ru*, 19 mai 2023.

117. « La campagne de désinformation d'Evguéni Prigojine dans toute l'Afrique », 4 novembre 2022.

118. Voir : <https://français.rt.com>.

Nathalie Yamb, la passionaria du néo-panafricanisme

Nathalie Yamb, surnommée « The lady of Sotchi » ou parfois « Nathalie Yambonov », est une autre figure du néo-panafricanisme faisant profession d'extirper l'influence française d'Afrique. Cette helvète-camerounaise se déploie dans un registre rhétorique beaucoup plus limité que Kémi Séba. Active sur Twitter et Facebook, postant régulièrement des vidéos, elle reste confinée au militantisme de base anti-français, sans expliquer en quoi consiste son panafricanisme. Sur un registre polémique, parfois ordurier, elle vilipende la France et les présidents ouest-africains jugés par elle comme trop proches de Paris (Alassane Ouattarra, Macky Sall, Mohamed Bazoum, etc.). Ses prises de parole épargnent en revanche curieusement Paul Biya, ce qui ne manque jamais de lui être rappelé par ses contempteurs. Avant de se faire expulser de la Côte d'Ivoire, elle a été pendant plusieurs années membre du parti politique Lider et conseillère de son chef, l'homme politique Mamadou Koulibaly¹¹⁹ qui dénonce « [...] la mainmise de l'État français sur nos autorités et, par ricochet, sur nos économies, sur nos peuples¹²⁰ ». Elle a régulièrement affiché, sur les réseaux sociaux, sa proximité avec le défunt Jerry Rawlings, ex-président du Ghana aux convictions panafricaines bien connues.

Quelques mois avant son expulsion de Côte d'Ivoire¹²¹ et son installation en Suisse, Nathalie Yamb a été approchée par les autorités russes. Elle a été invitée à la première édition de la conférence Russie/Afrique de Sotchi¹²² les 23 et 24 octobre 2019. Cette tribune lui a conféré une audience importante dans la mouvance néo-panafricaniste. « Les bases militaires françaises ne servent qu'à permettre le pillage des ressources, l'entretien de rébellions, l'entraînement de terroristes et le maintien de dictateurs à la tête [des] États. », affirme-t-elle à cette occasion¹²³. Selon le magazine *Jeune Afrique*, elle comptait fin 2022 490 000 abonnés sur Facebook, 230 000 sur Twitter, 240 000 sur Youtube et 36 000 sur Instagram¹²⁴. À l'instar de Kémi Séba, elle a été approchée par des organismes liés à Evgueni Prigojine, notamment l'*Association for Free Research and International Cooperation*¹²⁵ et la *Foundation for the*

119. Le professeur Mamadou Koulibaly a été notamment ministre de l'Économie et des Finances puis président de l'Assemblée nationale, Laurent Gbagbo étant président de la République.

120. « Vidéo. Sentiment anti-français : Mamadou Koulibaly répond à Macron et fait le buzz », *Le 360 Afrique*, 8 décembre 2019.

121. « L'opposante Nathalie Yamb expulsée de Côte d'Ivoire », *Le Monde*, 3 décembre 2019.

122. « Sommet Russie-Afrique à Sotchi : peut-on réellement parler d'un retour des Russes sur le continent ? », *TV5 Monde*, 22 octobre 2019.

123. Cité dans : « Nathalie Yamb, l'activiste qui se rêve comme le "cauchemar" de la France », *TV5 Monde*, 2 novembre 2022.

124. V. Duhem, « Dix choses à savoir sur Nathalie Yamb, cyberactiviste anti-Macron », *Jeune Afrique*, 26 janvier 2023.

125. M. Weiss et P. Vaux, « The Company you Keep: Yevgeny Prigozhin's Influence Operations in Africa », *Free Russia Foundation*, 2020, p. 24.

Protection of National Values dirigée par Alexander Malkevich¹²⁶. Elle a participé en janvier 2020 à une conférence organisée par ces structures et apparaît en photo avec Alexander Malkevich¹²⁷.

Avant ce rapprochement, Nathalie Yamb dénonçait déjà l'« impérialisme français », ses outils (les bases militaires, le franc CFA), ses « valets » (certains dirigeants africains), ainsi que les organisations régionales africaines (UEMOA, CEDEAO, G5 Sahel) qui seraient, selon elle, inféodées à Paris. Autrement dit, ses positions s'ajustaient à l'agenda russe dans les pays africains francophones, dont l'un des aspects marquants est l'entreprise systématique de dénigrement de la politique française.

Depuis son rapprochement avec la Russie, sa lutte contre l'impérialisme français en Afrique s'accompagne de développements sur la guerre russo-ukrainienne. Elle soutient la Russie dans ce conflit ; elle félicite les pays qui, à l'Organisation des Nations unies, n'ont pas condamné l'intégration à la Russie des quatre oblasts ukrainiens¹²⁸ ; elle réproouve les sanctions économiques contre la Russie¹²⁹ ; elle appelle certains dirigeants africains à se rapprocher de Moscou, ou encore à faire venir le groupe Wagner. À l'instar de Kémi Séba, elle promeut les succès des régimes africains protégés de Moscou (RCA et Mali) et tait les exactions des paramilitaires du groupe Wagner. Comme l'a démontré une enquête récente¹³⁰, ce militantisme ne semble pas lui nuire financièrement. En revanche, elle est maintenant interdite de séjour en France.

Si Kémi Séba et Nathalie Yamb sont les deux néo-panafricanistes francophones les plus suivis, ils font des émules à l'aura plus limitée tel que Franklin Nyamsi. Originaire du Cameroun et devenu français en 2002, cet enseignant de philosophie dans l'académie de Rouen, ex-militant du Parti socialiste, ferraille continuellement contre la politique française et les régimes africains proches de Paris, louant loue ceux qui ont consommé leur « rupture » avec le « partenaire traditionnel¹³¹ ». Professeur dans l'enseignement secondaire public, ce dernier a été suspendu de ses

126. « Database of Free Russian Forum/Putin's list », disponible sur : www.spisok-putina.org. Voir aussi « Russie-Afrique : de Kemi Seba à Nathalie Yamb, les "influenceurs" pro-Poutine du continent », *Jeune Afrique*, 31 mars 2022 ; « Putin's Pianissimo. Russia-Africa: Behind the Scenes of Moscow's Soft Power », *The Africa Report*, 29 juillet 2021.

127. « Database of Free Russian Forum/Putin's list », *op. cit.*

128. « Nathalie Yamb, l'activiste qui se rêve comme le "cauchemar" de la France », *op. cit.*

129. « Nathalie Yamb : L'Allemagne et le Japon profitent de la crise en Ukraine, la Russie est damnée par la communauté internationale », *Yeelo*, 11 mars 2022.

130. Selon le site offshore leaks elle serait détentrice d'une société dans un paradis fiscal (Delaware) depuis 2014 : <https://offshoreleaks.icij.org> ; voir aussi : « Pandora papers : Nathalie Yamb au cœur d'un gros scandale », *Niger Inter*, 14 juillet 2022. Dans un reportage de la RTS qui lui est consacré, elle affirme cependant n'avoir jamais reçu d'argent d'Afrique, de Wagner ni « de Monsieur Poutine ». « Nathalie Yamb, une Suissesse influenceuse de Poutine ? », RTS, 23 mars 2023,

131. N. Quenel, « Afrique : les influenceurs africains inquiètent Paris », *Marianne*, 20 mai 2022. Vidéo de F. Nyamsi, « Le CNT du Mali montre poliment la porte de sortie du sol malien à la Minusma, mission de l'ONU », 18 mai 2023, disponible sur : www.youtube.com (consulté en mai 2023).

fonctions en 2022¹³². On peut évoquer également Egountchi Behanzin, le fondateur de la Ligue de défense noire africaine (organisation interdite en France en 2021).

Mouvements néo-panafricains nationaux

Dans certains pays s'est formée une nébuleuse militante, plus ou moins structurée par des organisations de la société civile. Deux pays illustrent le développement de ces mouvements dans la société civile.

Le Mali

Au Mali, l'association Yerewolo-Debout sur les Remparts¹³³ est devenue un mouvement visible en 2020. Son leader est Adama Ben Diarra, dit « Ben le Cerveau », auparavant porte-parole de la plate-forme « On a tout compris » qui manifestait contre le pouvoir d'Ibrahim Boubacar Keïta, puis dans le mouvement du M5-RFP (Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques), et actif dans les manifestations qui ont précédé le putsch contre le président Keita.

Yerewolo commence à organiser des manifestations anti-françaises quand les tensions entre Paris et la junte malienne se révèlent publiquement. Pour Yerewolo, la situation sécuritaire du Mali est surtout due à l'incapacité, voire à la duplicité, des forces de sécurité étrangères qui sont présentes sur le sol malien. À la pointe des manifestations anti-françaises dans lesquelles on voit apparaître les premiers drapeaux russes, Yerewolo s'attaque également violemment à la présence de la MINUSMA, puis à la CEDEAO et aux sanctions enclenchées par celle-ci. Ce mouvement se définit comme souverainiste¹³⁴, s'affiche dans un soutien total à la junte installée depuis 2020, y compris dans son appel aux forces du groupe Wagner¹³⁵ et à la prolongation de la durée de la transition.

Adama Ben Diarra est officiellement entré en politique en devenant membre du Conseil national de transition (organe législatif de la transition politique du Mali) depuis fin 2021. Les actions de Yerewolo et les déclarations de « Ben le Cerveau » sont relayées par une armée de bloggeurs. Malgré certaines tensions perceptibles entre son leader et la junte à l'automne 2022, Yerewolo¹³⁶ est l'une des plus grandes organisations de soutien populaire à

132. A. Joubreau, « Un professeur rouennais suspendu pour ses critiques envers la politique étrangère française », France 3 Normandie, 5 mai 2023.

133. « Yerewolo, le groupe pro-russe du Mali qui exige le départ des forces de l'ONU », BBC, 7 août 2022.

134. « "C'est aux Maliens de décider de leur sort" : manifestation de soutien aux autorités de transition », RFI, 30 octobre 2021.

135. « "Assimi Goïta a fait appel à Wagner car il comprend la guerre asymétrique" (Adama ben Diarra) », *Afriq Soir*, 14 février 2023.

136. Entretien téléphonique avec un chercheur malien basé à Bamako, septembre 2022.

la junte, au même titre que le Collectif de défense des militaires¹³⁷ ou l'Alliance Pour la Refondation du Mali (AREMA).

Ces structures, qui portent le discours anti-français comme tous les autres éléments narratifs de la junte au pouvoir, utilisent essentiellement les réseaux sociaux pour diffuser leurs messages. Si elles préfigurent peut-être de futures plateformes politiques de soutien à l'un des colonels de la junte pour les élections présidentielles de la fin de la transition, elles n'ont pour l'instant qu'une portée confinée au champ politique bamakois et à quelques villes. Il est, en effet, difficile de parler d'opinion publique nationale en raison de la faiblesse des sondages d'opinion, mais aussi des différences très marquées entre Bamako et le reste du pays. Ainsi, si en avril 2023 Yerewolo¹³⁸ et d'autres mouvements réunissaient quelques centaines de personnes pour réclamer une nouvelle fois le départ de la MINUSMA dans deux villes du Nord (Gao et Kidal), des associations ont dénoncé cet appel. Elles ont notamment rappelé que la MINUSMA est le garant de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali¹³⁹ et qu'un retrait onusien laisserait un vide politique en l'absence de projet bien défini des autorités maliennes sur les questions du Nord. Ces associations rappelaient à l'occasion que la MINUSMA participait à la restauration des services sociaux et qu'elle était, en particulier à Gao, une grande pourvoyeuse d'emplois. Certains n'hésitaient pas à brocarder l'appel de Yerewolo ou de « Ben le Cerveau » qui, bien en sécurité à Bamako, pouvait appeler au retrait de l'une des dernières structures internationales présente au Nord.

Le Burkina Faso

Au Burkina Faso, autour des juntes, en particulier de celle constituée autour du capitaine Ibrahim Traoré¹⁴⁰, des mouvements de soutien très anti-français se sont coalisés : le Collectif des leaders panafricains¹⁴¹, la Fédération des mouvements panafricains du Burkina Faso de Nestor Podassé, dit Mandela 1^{er}, par ailleurs coordonnateur national de la Planète des jeunes panafricanistes. Nestor Podassé s'en était, lors du coup d'État d'Ibrahim Traoré, pris de manière virulente à la France : « Dans cet audio envoyé à un média, ce dernier aurait clairement signifié que c'est bien ses camarades et lui qui ont mis le feu à l'Institut français de Bobo-Dioulasso. Et de menacer de s'en prendre aux ressortissants français à Bobo-Dioulasso si "toutefois, la France ne livre pas Damiba"¹⁴² ». En effet, il a proféré des

137. M. Laplace et B. Sangaré, « Mali : qui est derrière le Collectif de défense des militaires, mouvement anti-France et pro-junte ? », *Jeune Afrique*, 19 mai 2022.

138. M. Kane, « Mali : nouvelle manifestation contre la Minusma », *DW*, 28 avril 2023.

139. Appelé également Accord d'Alger (2015).

140 « Burkina Faso : Derrière les vuvuzelas, ces néo-panafricanistes qui soufflent sur la transition à Ouagadougou », *Libération*, 10 décembre 2022.

141. « Burkina : Le Collectif des leaders panafricains va rendre compte des échanges avec le président Traoré, le 9 décembre 2022 », *Le Faso.net*, 5 décembre 2022.

142. « Arrestation de Nestor Podassé : Un audio serait la cause », *Ouest Info*, 11 février 2023.

menaces de mort à l'encontre des ressortissants français du Burkina Faso. Dans cette galaxie anti-française¹⁴³, quelques personnalités se distinguent telles que la femme politique Monique Yeli Kam, leader du mouvement *M30 Naaba Wogbo*, et Mohamed Sinon, qui avait appelé à l'assassinat du président de la commission électorale Newton Ahmed Barry pour avoir critiqué, en novembre 2022, la décision de suspendre RFI au Burkina. On compte aussi Boris Guissou, coordinateur national d'Urgence panafricaniste (l'ONG de Kémi Séba), et Lassané Sawadogo, coordinateur du Front de la défense pour la patrie. Lors des Assises nationales du 14 octobre 2022, qui allaient donner naissance au Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (le nom de la nouvelle junte), trente leaders panafricains étaient présents¹⁴⁴. Ces acteurs ont permis de relayer, lors du coup d'État du capitaine Ibrahima Traoré, des fausses informations destinées à mobiliser les populations en soutien au putsch (voir ci-dessous). Ibrahima Traoré lui-même a fait une déclaration le 1^{er} octobre reprenant ces fausses informations et les a démentis deux jours plus tard, une fois le putsch mené à terme.

Cette galaxie néo-panafricaniste et pro-russe appuie le président Traoré, qui reçoit aussi le soutien de certains réseaux wahhabites du pays, notamment de la Fédération des associations islamiques du Burkina. De plus, selon une source locale¹⁴⁵, plusieurs dizaines de militants sur les réseaux sociaux auraient monté des fermes à trolls dans la capitale burkinabè avec l'aide de financements russes. Ces acteurs relayent les discours pro-juntes, anti-français et pro-russes, et propagent des discours de haine contre les ennemis de l'intérieur ou les « apatrides¹⁴⁶ », pour reprendre leur terminologie, c'est-à-dire tous ceux qui critiquent la junte.

143. « Au Burkina Faso, qui sont les leaders du mouvement anti-français ? », *Jeune Afrique*, 22 janvier 2023.

144. *Libération*, *op. cit.*

145. Entretien téléphonique avec un homme d'affaires burkinabè, octobre 2022.

146. « Des Burkinabè qualifiés "d'apatrides" : le chef de l'État interpellé pour recadrer l'auteur », *Wakat Séra*, 10 février 2023.

La portée des fausses informations diffusées avant, pendant et après le dernier coup d'État au Burkina Faso (une étude de Bloom Social Analytics)

Dans la base de données suivant la collecte Bloom susmentionnée, des informations malveillantes à l'égard de la France ont été identifiées.

Les critères d'identification d'une information malveillante sont les suivants :

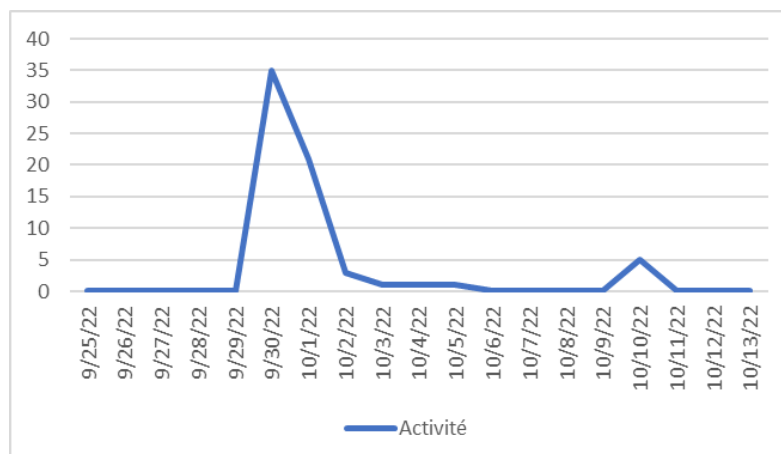
- une volonté de nuire affirmée ;
- un relais au sein des communautés organisées et hostiles à la cible ;
- une volonté de diffusion rapide sur les réseaux sociaux.

Deux fausses informations malveillantes à l'égard de la France ont été diffusées de manière rapide et stratégique lors du coup d'État au Burkina Faso. L'une est restée plus longtemps dans l'imaginaire collectif des Burkinabè, alors que l'autre constituait un exemple d'échec de manipulation de l'information.

La première information malveillante (figure 8) concerne l'envoi de parachutistes français pour protéger le colonel Damiba lors du coup d'État du 30 septembre 2022. Diffusée d'abord à travers une vidéo de saut parachutiste, l'information est rapidement démentie par certains internautes locaux qui confirment ne pas avoir vu le saut en question.

Malgré maints démentis, la vidéo est reprise ensuite par des comptes panafricains et pro-russes en provenance du Mali. Démentie ensuite officiellement par des journalistes locaux, cette fausse information perd de sa portée à partir du lendemain du putsch, laissant place à une autre qui, elle, est devenue virale pendant une semaine.

Figure 8 : Diffusion de la fausse information sur les parachutistes français

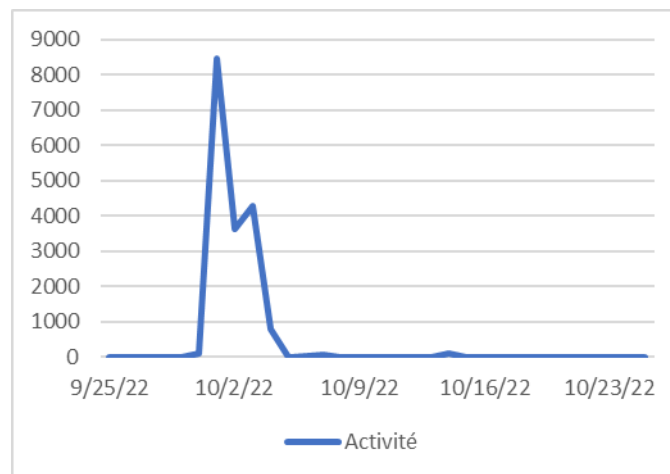


Total d'activité : < 1 000. Pic d'activité atteint le 30 septembre 2022

La seconde fausse information (figure 9) concerne le président destitué Damiba, qui se serait réfugié dans une base militaire française et concevrait une contre-offensive depuis ladite base.

Dès le soir du 30 septembre 2022, cette information est relayée en masse grâce à la participation de leaders d'opinion influents tels que Nathalie Yamb, et rendue légitime le lendemain avec la prise de parole du capitaine Traoré confirmant ces rumeurs. Bien que rapidement démentie par la France, puis par le colonel Damiba lui-même, et malgré un démenti du capitaine Traoré, l'information reste diffusée par des canaux pro-russes durant le reste de la semaine. Une fois le nouveau pouvoir en place, l'information disparaît rapidement. Elle constitue donc un exemple typique d'une fausse information contextuelle et non pas structurelle, c'est-à-dire ayant un objectif défini dans le temps contrairement à d'autres informations malveillantes qui s'installent dans la durée et les imaginaires (accusations de pillage de ressources africaines et d'exactions commises par l'armée française).

Figure 9 : Diffusion de la fausse information sur le président Damiba réfugié dans le camp français



Total d'activité : 21 000. Pic d'activité atteint le 1^{er} octobre 2022

Conclusion

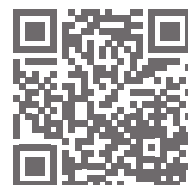
Le discours anti-français qui prospère en Afrique francophone depuis les bars de quartier jusqu'aux palais présidentiels est conçu, diffusé ou amplifié par une sphère néo-panafricaniste qui a peu à voir avec le mouvement originel, porteur des espoirs de la décolonisation, quand le mouvement d'aujourd'hui est animé par le ressentiment généré par ses échecs. La convergence entre cette sphère et certaines entités russes est avérée, et les campagnes de dénigrement et de désinformation sur les réseaux sociaux contre la France constituent une parfaite, et peu onéreuse, illustration de la « théorie russe du contournement de la lutte armée¹⁴⁷ ».

Toutefois, il faut se défaire d'une série d'illusions pour comprendre pleinement cet usage géopolitique des réseaux sociaux. Illusion que le militantisme néo-panafricaniste serait résumable au compagnonnage momentané avec la Russie. Illusion qu'il s'agit de quelques débordements de militants de capitales stipendiés sans effet sur l'opinion publique en général. Le néo-panafricanisme est un panafricanisme à la fois digital, populaire et populiste, dont les discours reposent, entre autres, sur des axiomes qui s'installent durablement dans les pensées et modes d'expression politique locale. Illusion que la transformation d'une critique politique en une diatribe anti-française n'aura pas d'effets sur la présence française sous ses multiples formes (ses ressortissants, ses représentations diplomatiques, ses ONG ou ses entreprises). À ce titre, le départ de l'armée française du Mali et du Burkina Faso ainsi que la volonté de réinventer la coopération militaire franco-africaine sous une forme réduite montrent que les effets ont déjà commencé à se faire sentir.

La fonction politique du « complot français » est bien identifiée et représente une version classique de la désignation d'un bouc émissaire. Mais au-delà d'un discours qui permet d'expliquer à peu de frais les infortunes des trajectoires politiques et économiques de certains pays francophones, il est actuellement frappant de constater que des assertions telles que « les militaires français soutiennent les groupes djihadistes » ou « la France est présente pour piller nos ressources », « tel chef d'état est la marionnette de Paris » ne sont plus utilisées, dans l'économie générale des discours, comme des marqueurs de positionnement politiques ou des slogans électoraux, mais comme des évidences dans la culture politique du peuple et d'une partie des élites africaines. C'est peut-être d'ailleurs aujourd'hui la seule idée politique qui fasse consensus dans de nombreuses sociétés africaines.

147. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes. Du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2023.

Le ressentiment anti-français a une intensité particulière due au fait que ce pays au passé colonial soit resté très (trop) engagé au sud du Sahara. Cependant, ce ressentiment n'est pas singulier sur le fond : il s'inscrit dans un ensemble plus vaste de reproches faits aux pays occidentaux, marqués, aux yeux de leurs contempteurs, par une politique de double standard éthique, un impérialisme économique, des politiques migratoires égoïstes et le contrôle plus ou moins pernicieux des institutions internationales. Ces critiques trouvent d'autant plus de facilité à s'exprimer que la suprématie occidentale est aujourd'hui disputée par des pays qui, ce n'est pas le moindre paradoxe, offrent des ressources nouvelles pour la survie de régimes jusque-là alliés du camp occidental ou qui s'en sont depuis peu éloignés, sans paraître guère offrir de perspectives de vie meilleure aux populations.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org